

QUELLE NOUVELLE POLITIQUE DE DEFENSE POUR SINGAPOUR ?

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

de l'ingénieur en chef de l'armement Olivier BEAURENAUT

dans le cadre du séminaire
"Géopolitique de l'Asie Orientale"

Directeur de séminaire :
Mme Valérie Niquet
Mars 2004

QUELLE NOUVELLE POLITIQUE DE DEFENSE POUR SINGAPOUR ?

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE UN ETAT VULNERABLE ET MENACE

Singapour : Cité-Etat et îlot chinois dans un océan malais
De fortes dépendances structurelles
Un passif encore tenace avec la Malaisie

DEUXIEME PARTIE UNE POLITIQUE DE DEFENSE SINGULIERE

Le concept de défense totale
Une puissance militaire significative dans la région

TROISIEME PARTIE UN CONTEXTE INCERTAIN ET EN EVOLUTION

Situation interne : évolution démographique et pérennité du régime
Contexte régional : l'échec de l'ASEAN et l'influence des grandes puissances
L'islamisme et la menace terroriste

QUATRIEME PARTIE L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE DE DEFENSE

S'adosser à une grande puissance
Les Etats-Unis, garants de la souveraineté du pays
La Chine, seule alternative aux Etats-Unis

0. INTRODUCTION

Singapour, Cité-Etat d'Asie du Sud-Est n'est comparable à aucun autre pays de cette taille. Sa réussite économique exemplaire, sa survie et sa stabilité politique depuis son indépendance en 1965 sont exemplaires : avec un PNB par habitant et un pouvoir d'achat parmi les plus élevés du monde, la « cité du lion » est aujourd'hui un Etat reconnu et respecté sur la scène internationale, et un réel partenaire pour les puissances occidentales, tant pour les questions de défense que pour les questions économiques. La collaboration américano-singapourienne dans le cadre de la lutte anti-terroriste, ainsi que les relations diplomatiques qu'elle entretient avec la France et l'Union Européenne en attestent.

Comment un pays aussi vulnérable structurellement a-t-il pu ainsi en arriver là et dissuader de toute agression à son encontre le « géant démographique » voisin malaisien avec lequel il nourrit en outre des contentieux importants. Après avoir analysé son extrême vulnérabilité qui nous fera comprendre pourquoi la défense du pays est une obsession locale, nous verrons comment la République de Singapour a su assurer sa survie au fil des ans, en mettant en œuvre une réelle politique cohérente de défense qui mobilise l'ensemble de ses ressources.

Cette politique de défense, si elle a pu démontrer son efficacité jusqu'à maintenant, n'a que très peu évolué depuis les années soixante. En ce début de siècle, le contexte géopolitique du pays se modifie sous certains aspects et semble devenir moins certain et plus volatil. En particulier, les évolutions que l'on peut attendre à l'intérieur des frontières (démographiques, mais aussi nature du régime) ajoutées aux modifications de l'équilibre régional des puissances (essor chinois et indien, présence américaine), susceptibles de menacer la souveraineté même du pays, pourraient nécessiter une redéfinition de la politique singapourienne de défense. Les effets du terrorisme international pourraient de plus bouleverser les équilibres fragiles que Singapour cherche à maintenir.

En s'aventurant dans le domaine de la géopolitique – fiction, après avoir mis en exergue les tendances les plus déterminantes, nous tenterons d'analyser les facteurs pouvant menacer l'intégrité du pays à moyen ou long terme, mais aussi quelles alternatives pourraient alors être laissées à cet « îlot chinois dans un océan malais ».

1. UN ETAT VULNERABLE ET MENACE

1.1. Singapour : Cité-Etat et îlot chinois dans un océan malais

Singapour Aujourd'hui

Cité-État de l'Asie du sud-est, Singapour couvre une très faible superficie (682,7 km²)¹. L'essentiel du territoire est composé par l'île de Singapour et par plus d'une trentaine d'îles secondaires, qui totalisent environ 100 km². Ces îles bordent de très près la péninsule Malaise², dont elles ne sont séparées que par le détroit de Johor, large de quelques kilomètres seulement et franchi par des ponts. Avec une population de plus de 4,6 millions d'habitants³, le pays présente l'une des plus importantes densités humaines du monde (6700 hab/km²)⁴. Malgré sa faible superficie, Singapour est un Etat indépendant et souverain, tant d'un point de vue politique qu'économique.

Le grand avantage de la situation de Singapour, qui explique pour une large part son importance ancienne et actuelle, est sa position dans la partie la plus étroite du détroit de Malacca, entre la péninsule Malaise et l'île de Sumatra, grande voie de passage entre l'océan Indien et l'Extrême-Orient et fréquentée au long de l'histoire par les puissances maritimes indienne, arabes, puis européennes.

L'île de Singapour a des reliefs peu marqués, bien que les collines du centre fassent l'objet d'un aménagement particulier. Comme le manque de place est l'un des grands problèmes qui se posent à l'État, les plaines littorales ont été étendues par la création de polders grâce à d'importants travaux de remblaiement. Ces surfaces gagnées sur la mer représentent actuellement près de 10 % du territoire.

Le climat est chaud et humide, avec des températures moyennes supérieures à 20 °C. Toute l'année, les pluies sont abondantes, particulièrement de novembre à janvier.

En raison de l'exiguïté du territoire, la population est fortement concentrée et presque entièrement urbaine. Cependant, un effort a été fait pour mettre fin à la congestion de la vieille ville chinoise, et créer des unités d'habitations modernes et bien équipées beaucoup plus dispersées sur une grande partie de l'île. Cette planification a aussi permis la sauvegarde d'espaces naturels dans les parties centrales, et même d'une étendue non négligeable de rizières et de cultures maraîchères, pour éviter une urbanisation complète et désordonnée, et une dépendance totale vis-à-vis des importations pour l'alimentation.

Une histoire singulière

Singapour est restée pendant des siècles une partie sans importance particulière de l'un des grands sultanats malais, celui de Johor. Autrefois baptisée Temasek, l'île, qui n'était qu'un modeste comptoir commercial du puissant royaume sumatranais de Srivijaya, devient au XIII^{ème} siècle un État inféodé au royaume javanais de Majapahit.

Son destin changea lorsqu'en 1819, Sir Stamford Raffles, lieutenant-gouverneur de Java, débarque sur Singapour et établit une colonie. La population locale compte en 1821, 5000 personnes, dont 1000 chinois. Raffles met en place les structures de la ville et impose son port franc. En 1829, le sultan de Johor accepte de vendre l'île au britannique, qui en fit un comptoir commercial dont l'essor fut rapide.

En 1826, Singapour devient, avec Malacca et Penang, l'un des Straits Settlements (établissements des Détroits), placés sous l'autorité de Calcutta. Elle devient le principal port de la région et sa population se diversifie et croît très rapidement. C'est en 1867 qu'elle devient une colonie de la couronne britannique à part entière, alors que l'immigration chinoise se poursuit à un rythme soutenu : la ville devient majoritairement chinoise aux alentours de 1930.

Le rôle de Singapour comme port d'escale sur la grande route maritime contournant l'Asie par le sud fut renforcé par l'ouverture du canal de Suez en 1869. La collecte des produits de la région (Malaisie, Sumatra) prit une grande importance avec le développement de l'exploitation de deux produits de base : l'étain, à partir de la fin du XIX^e siècle, et le caoutchouc, à partir du début du XX^e siècle.

Les tensions internationales conduisirent les Britanniques à établir des bases navales et aériennes sur l'île entre les deux guerres mondiales. Mais les fortifications, dessinées pour repousser les attaques maritimes, ne purent résister à l'assaut des troupes japonaises venues de Malaisie le 15 février 1942.

Bien que rétablis dans leur souveraineté le 5 septembre 1945, les Britanniques durent envisager de nouvelles solutions pour le statut de Singapour. Elle fut dotée d'une large autonomie interne en 1959, mais une tentative pour intégrer la cité à la grande Malaisie en voie de constitution échoua après un essai de deux ans seulement, de 1963 à 1965. À partir de cette date, l'île devint une république entièrement indépendante.

Depuis 1959, Singapour a des institutions de forme démocratique, bien que la vie politique soit dominée par le PAP (People's Action Party), dirigé de 1959 à 1990 par Lee Kuan Yew. Le contrôle social sur la population, très efficace, revêt un aspect autoritaire, qui limite les possibilités de l'opposition. La république de Singapour est dirigée depuis 1990 (démission de Lee Kuan Yew) par Goh Chok Tong, plus libéral, qui tente d'atténuer le style paternaliste de son prédécesseur.

L'absence de profondeur stratégique

D'un point de vue géographique, Singapour semble d'emblée extrêmement vulnérable et manquant indubitablement de la profondeur stratégique suffisante pour pouvoir réagir à une agression éventuelle d'un pays voisin. Son territoire, d'environ 50 km d'Est en Ouest sur 35 km du Nord au Sud, pourrait être occupé dans son intégralité en quelques heures par une puissance hostile, comme l'ont montré les forces japonaises en 1942. De plus, la ville et les infrastructures militaires ne sont qu'à quelques kilomètres des côtes (des ports et des bases militaires) malaisiennes et à moins de 20 kilomètres des côtes indonésiennes⁵.

Un îlot chinois dans un océan malais

Avec 4,6 millions d'habitants, Singapour compte l'une des plus petites populations des États de la région (hormis bien sûr le sultanat de Brunei). Sa composition ethnique est singulière dans la sous-région, dont la population est majoritairement d'origine malaise. En effet, alors que la Malaisie et l'Indonésie ne comptent que des minorités d'origine chinoise (respectivement 24% et quelque 3%, les malais représentant 58% de la population de Malaisie), la communauté d'origine chinoise de Singapour représente près de 77% de la population du pays. Très minoritaires, les singapouriens d'origine malaise ou indienne ne représentent respectivement que 14% (moins de 700 000 personnes) et 8% de la population. De plus, la cité-État est très cosmopolite, avec d'autres groupes importants de populations d'origine indonésienne ou arabe.

La population de la République de Singapour est essentiellement issue de l'immigration, un flux de migrants constant ayant accompagné le développement de l'activité depuis l'établissement du comptoir. Peuplée essentiellement de pêcheurs malais à sa fondation en 1819, l'île de Singapour a connu trois grandes périodes d'immigration. Dans les premières décennies, il s'est agi essentiellement de l'arrivée de malais de la péninsule. Mais le développement des mines d'étain et des plantations d'hévéas provoqua une arrivée massive de chinois dans toute la Malaisie, et particulièrement à Singapour. Cette immigration importante, en provenance de Chine, d'Inde et des pays limitrophes jusqu'à la seconde guerre mondiale, a été relayée par un flux quasi exclusivement en provenance de Malaisie jusqu'à la séparation en 1965. Le gouvernement applique aujourd'hui une politique d'immigration contrôlée destinée à favoriser l'économie du pays, qui, bien que fondée sur des principes mis en application par l'administration coloniale britannique dès 1953, fut renforcée par les autorités singapouriennes à partir de l'indépendance.

Conséquence de la composition ethnique, on pourra noter que la population de Singapour, à majorité bouddhiste, représente un cas à part dans une région très largement dominée par l'islam, en particulier en Malaisie et en Indonésie. Néanmoins, l'islam y est très présent, plus de 99% de la population d'origine malaise pratiquant cette religion.

La cohésion nationale est une des priorités affichée par le pouvoir singapourien, pour permettre à ces communautés très différenciées de cohabiter dans de bonnes conditions et favoriser une intégration rapide des immigrants. Mais cette unité est fragile : en juillet 1964, des émeutes entre chinois et malais ont fait plus de vingt mort et plusieurs centaines de blessés, suite aux incitations à la révolte relayées par la presse malaise et l'UNMO⁶ malaysien, en réaction au refus du gouvernement d'accorder à la communauté malaise certains avantages financiers⁷. Jusqu'à maintenant préservée, la cohésion de cette population cosmopolite pourrait à nouveau être remise en cause.

1.2. De fortes dépendances structurelles

La taille de l'Etat et la densité de sa population, ainsi que l'absence totale de ressources naturelles et matières premières dans son sous-sol, créent un état de dépendance particulièrement marqué vis-à-vis de ses importations.

L'eau et la nourriture

Tout d'abord, la production agricole de la république est très faible, limitée à une petite production maraîchère (fruits et légumes), à l'élevage de volailles, la production d'œufs et la pêche, ainsi que quelques rizières, que l'on pourrait qualifier de symboliques. Ainsi, Singapour importe chaque année 90% de sa nourriture. Le souci du gouvernement est de diversifier au maximum les sources, pour diminuer cette dépendance⁸.

Outre la nourriture, Singapour est aussi très dépendant de ses approvisionnements en eau. Celle-ci provient majoritairement de Johor en Malaisie (214 millions de litres d'eau non traitée par jour⁹), par aqueduc, sous couvert de deux accords signés en 1961 et 1962 et expirant respectivement en 2011 et 2061. Cette dépendance est un sujet de préoccupation majeur partagé par la population et le gouvernement, qui est renforcé à chaque regain de tension entre les deux pays¹⁰, lorsque le gouvernement malaisien brandit la menace de coupure des approvisionnements¹¹. La raison profonde réside en effet dans l'accroissement du besoin en eau en Malaisie, en relation avec le développement économique important de la région de Johor. Pour sécuriser et diversifier ses approvisionnements, Singapour cherche à augmenter sa production locale en s'équipant d'usines de traitement de l'eau de mer et de recyclage, fait la promotion des économies domestiques et industrielles (un programme d'éducation destiné aux écoles primaires est dispensé par les enseignants¹²) et cherche à diversifier ses approvisionnements. Ainsi, un accord a été étudié avec l'Indonésie pour une durée de 100 ans. Néanmoins, ces alternatives restent des pis-aller car plus coûteuses. La politique actuelle, dans un contexte apaisé avec la Malaisie, reste fondée sur l'approvisionnement à partir de Johor, qui bénéficie d'ailleurs aux deux pays (Singapour réexporte vers Johor 35 millions de litres d'eau traitée à partir de son usine en Malaisie¹³).

La dépendance de la petite république singapourienne vis-à-vis des biens essentiels que sont l'eau et la nourriture est donc très forte. Pour se prémunir sur une courte durée d'une pénurie sur ces approvisionnements en cas de conflit ou de tension régionale, des stocks ont été constitués sur l'île. Ils doivent permettre de satisfaire temporairement les besoins de la population, des forces armées et de l'industrie. Néanmoins, les risques de rupture durable des approvisionnements en cas de mise à exécution des menaces malaisiennes ou de suspension du trafic maritime restent importants.

Les hydrocarbures

Sans ressources propres, produisant son électricité exclusivement à partir de centrales thermiques et disposant d'une importante industrie de raffinage (d'une capacité double de la consommation nationale, Singapour est un fournisseur important des pays du Sud-Est asiatique en produits raffinés), Singapour importe des quantités importantes de pétrole et de gaz (respectivement 700,000 barils par jour et 2,5 milliards de mètres cubes par an 2001¹⁴). Aujourd'hui, les approvisionnements sont mieux diversifiés : importations régionales (un accord de 8 milliards de dollars signé en 1999 avec Jakarta¹⁵ permet jusqu'en 2021 à Singapour de bénéficier du gaz Indonésien) ou des grands producteurs mondiaux (Singapour est par exemple classé au sixième rang des partenaires commerciaux d'Oman devant les Etats-Unis et importe près de 4,5% de la production de l'émirat¹⁶). Malgré cette diversification, ces approvisionnements restent dépendants de la liberté de circulation maritime aux abords du pays.

Un état enclavé

Pour pouvoir disposer des ressources essentielles dont l'importation est nécessaire à la petite république, la liberté de circulation sur les voies de communication terrestres, maritimes et aériennes est nécessaire.

Or, de tous points de vue, Singapour apparaît entièrement enclavée et donc très dépendante des relations avec ses deux voisins :

- l'accès aux eaux internationales nécessite de passer par les eaux territoriales malaisiennes ou indonésiennes : avec 85% du commerce national réalisé par voie maritime, une fermeture des approches maritimes de Singapour aurait des effets désastreux et immédiats sur l'économie du pays ;
- Johor (Malaisie) est la seule porte de sortie terrestre du pays : une destruction ou une interdiction des ponts isolerait significativement le pays ;
- l'aéroport international de Changi est à portée d'artillerie et de missile sol-air des territoires malaisiens et indonésiens.

Une économie vulnérable

L'addition d'activités nouvelles à celles liées aux fonctions d'un port d'escale et de collecte, qui est l'un des tous premiers du monde, a permis l'édification d'une économie diversifiée et puissante, qui assure aux singapouriens l'un des niveaux de vie les plus élevés en Asie.

Ainsi, l'industrie compte pour environ 25% du produit national brut. Le raffinage du pétrole, la construction et la réparation navale, procèdent de l'activité portuaire. L'industrialisation a néanmoins aujourd'hui largement débordé de ce cadre. Dans un premier temps, des capitaux étrangers ont développé des industries de main-d'œuvre (textile, par exemple), fondées initialement sur les bas salaires. Aujourd'hui, l'augmentation des salaires et le développement d'un capitalisme local ont permis et imposé l'avènement de fabrications d'un tout autre caractère, comme l'appareillage électronique et les machines-outils. La production industrielle alimente un courant d'exportation très actif, vers les États-Unis, mais aussi et de plus en plus vers les pays voisins. Ce développement industriel de plus en plus autonome a conduit à l'essor des activités tertiaires : Singapour héberge aussi de nombreux sièges sociaux, dispose d'une bourse des valeurs d'importance, et attire un actif tourisme de congrès.

Cet essor économique est considéré comme le succès de l'économie libérale et de la mondialisation des échanges. Il a pu bénéficier d'un Etat très interventionniste, qui, à bon escient, a su développer les infrastructures nécessaires : l'aéroport et surtout le port ont été constamment renforcés et agrandis à grands frais; le développement de quais pour les porte-conteneurs a conduit à la création d'un très grand polder industrialo-portuaire¹⁷.

Très exportatrice et consommatrice de capitaux étrangers, la croissance de l'économie singapourienne est sujette aux aléas régionaux et mondiaux. La crise asiatique de 1997-98, et plus récemment l'épidémie de SRAS en 2003, ont démontré cette fragilité : après une période de croissance de plus de 6% par an jusqu'en 2000, le produit national brut a régressé entre 2000 et 2002 et progressera peu en 2003 (-2,4% en 2001 et +2,2% en 2002, estimation : +1,4% en 2003¹⁸).

Dans un souci de réduction des vulnérabilités, les autorités singapouriennes n'ont pas uniquement misé sur les services (à l'inverse de Hong-Kong). L'industrie, essentiellement de transformation (électronique, produits pétroliers, etc.), s'avère extrêmement dépendante de la libre circulation maritime accordée à Singapour par les pays limitrophes et aux accès aux ports singapouriens à partir des eaux internationales (85% du commerce singapourien¹⁹). En cela, l'économie singapourienne est vulnérable aux éventuelles tensions entre la cité-Etat et ses voisins malaisien et indonésien, pouvant conduire à des restrictions d'accès aux infrastructures aéroportuaires du pays. Dans ce domaine, il faut aussi souligner la part importante du statut d'« entrepôt » du pays. Le commerce international (sans à proprement parler de valeur ajoutée industrielle) représente en effet près de trois fois le produit national brut.

1.3. Un passif encore tenace avec la Malaisie

Le passif historique et la question ethnique

L'histoire mouvementée entre les deux pays et les compositions ethniques opposées créent un fond de tensions régulièrement ravivées par les autorités et profondément ancrées dans le subconscient collectif des populations. Ainsi, le PAS²⁰ malaisien appelle-t-il régulièrement à l'annexion de la cité-Etat, alors que l'armée singapourienne prépare de multiples plans : de défense contre une attaque malaisienne, mais aussi d'invasion de la péninsule malaise (appliquant le concept de guerre préventive, certains plans prévoiraient ainsi des percées de près de 80 km dans le territoire malaisien pour sécuriser le territoire national et les approvisionnements en eau). Singapour pourrait être une proie tentante pour la Malaisie, même si jusqu'à aujourd'hui la petite république a su conserver un rapport de forces militaire quantitatif et qualitatif favorable et suffisant pour dissuader d'une agression, dimensionnant ses forces armées en fonction de celles de son voisin.

La rivalité économique

Le développement économique important de la Malaisie, et ses atouts (main d'œuvre abondante et nombreuse), la placent de plus en plus en position de concurrencer Singapour, notamment dans les domaines des activités portuaires et industrielles. La concurrence directe entre les ports de Singapour et le port malaisien de Tanjung Palapas notamment, en sont un bon exemple, ce dernier ayant bénéficié depuis peu du transfert des grandes compagnies d'affrètement (Maersk Sealand en 2000, la compagnie taiwanaise Evergreen Marine en 2002) de l'île au continent. L'ambition de devenir le port civil rival de Singapour est ainsi clairement affichée.

Les revendications territoriales

Singapour s'affronte actuellement avec la Malaisie sur deux sujets. Le phare de Pedra Branca/Batu Putih et le détroit de Johor.

Le premier conditionne l'accès de Singapour à l'embouchure du détroit de Malacca et sa possession augmenterait significativement la zone exclusive économique (ZEE) de l'île au détriment de la Malaisie. Le différent a été porté devant la cour internationale de justice qui devrait, compte tenu de la jurisprudence, trancher en faveur de Singapour en 2005.

La seconde pierre d'achoppement porte sur le détroit de Johor, qui sépare les deux pays, et plus précisément sur les terrains de Palau Tekong au nord-est et Tuas à l'ouest²¹. En effet, les projets d'urbanisation de la république (qui a augmenté sa surface terrestre de 11% au cours des quarante dernières années) nécessitent le remblaiement de surfaces maritimes situées à l'intérieur des eaux territoriales nationales. Néanmoins, la Malaisie craint que cela n'affecte le trafic maritime militaire et civil vers et à partir des ports de Tanjung Pengelih (base d'entraînement militaire de la marine), Johor Pasir Gudang et Tanjung Palapas, en réduisant encore significativement la largeur du détroit (le passage serait déjà à certains endroits large de moins de 700 mètres). Ceci aurait pour effet de rendre le port moins facile d'accès, mais aussi plus cher²² (en nécessitant l'intervention de personnels et moyens du port pour piloter les navires entrant et sortant). Sur ces arguments, complétés par les questions d'environnement associées (effets sur l'écosystème et sur la pêche), les autorités malaisiennes ont porté ce conflit devant le tribunal international pour le droit de la mer. Celui-ci, néanmoins, s'il n'a pas condamné les projets singapouriens²³, n'a pas définitivement tranché la question : un groupe composé d'experts des deux pays a été nommé pour instruire le désaccord et chercher une issue honorable pour les deux parties²⁴. Ce problème reste encore aujourd'hui une source de tensions importantes entre les deux pays, même s'il reste encore cantonné au niveau des déclarations²⁵. Sur ce sujet, l'attitude indonésienne reste ambiguë : de la neutralité au soutien sporadique (Jakarta a restreint à plusieurs reprises ses ventes de sable nécessaires pour conduire les opérations de remblaiement). Outre l'impact économique sur le trafic maritime, le remblaiement inévitable des eaux territoriales posera d'autres problèmes à moyen terme : à Palau Tekong, l'extension ainsi souhaitée de la base militaire qui s'y trouve la rapprochera très significativement de l'une des principales bases navales de Malaisie à Tanjung Pengelih. Une telle proximité, en cas de regain de tension entre les deux pays, pourrait conduire à une situation explosive et aisément déclencher un engagement armé incontrôlé. De même, Singapour ne serait-elle pas alors en droit de demander une redéfinition de la limite des eaux territoriales (à équidistance des côtés respectives), probablement inacceptable pour Kuala Lumpur ?

Outre ces différents territoriaux, les points de passage terrestres entre l'île et le continent sont eux-mêmes au cœur des disputes entre les deux pays. Aujourd'hui reliés par un pont et une digue, la Malaisie souhaiterait procéder à un réaménagement facilitant le transit maritime dans le détroit, auquel Singapour est opposé²⁶.

Une amplification récente des tensions

Si l'animosité entre les deux pays a toujours été de mise, la tendance est plus à la multiplication des problèmes qu'à leur résolution. Ainsi, en 1997, pendant la crise financière asiatique, Singapour a été accusé par la Malaisie d'avoir remonté ses taux d'intérêt sur le Ringgit pour saper l'économie du pays en amplifiant la fuite des capitaux. Il est vrai que l'économie malaisienne a été plus sérieusement touchée par cette crise que celle de son voisin.

La détérioration des relations entre les deux pays à cette époque a été accentuée par la décision de Kuala Lumpur de suspendre sa participation aux exercices militaires communs conduits sous l'égide du FPDA en 1998, et à interdire l'utilisation de son espace aérien pour l'entraînement des pilotes singapouriens, menaçant même du recours à la force en cas d'intrusion.

Ainsi, tout prétexte semble aujourd'hui bon pour faire monter la tension déjà importante entre les deux pays : paiement des retraites des malaisiens ayant travaillé à Singapour²⁷, exercices militaires le jour de la fête nationale (en 1991, la Malaisie a mené un exercice de mobilisation avec parachutage de troupes sur le détroit de Johor le jour de la fête nationale de Singapour), etc. Les prétextes ne manqueraient pas pour faire dégénérer une situation déjà tendue entre les deux pays.

2. UNE POLITIQUE DE DEFENSE SINGULIERE

2.1. Le concept de défense totale

La politique de défense de Singapour

Selon le discours officiel, la politique de défense de la République de Singapour est fondée sur le concept des « 3 S : Survie, Sécurité et Succès²⁸ ». A ce titre, il n'est pas fait de distinction entre sécurité intérieure et sécurité extérieure. Fondamentalement défensive, sans réelle volonté expansionniste ni hégémonique, elle est la traduction du souci quasi obsessionnel des dirigeants et de la société d'être en mesure d'assurer l'indépendance et la souveraineté de la Cité-Etat, conditions indispensables à la prospérité économique du pays. La défense nationale forme un ensemble cohérent au sein duquel diplomatie, « défense totale » et forces armées sont étroitement imbriquées.²⁹

Le volet diplomatique

La conception singapourienne des relations diplomatiques est peu différente des autres pays d'Asie du Sud-Est. Le but recherché est de prévenir les menaces en entretenant des relations amicales avec les pays voisins, fondées sur une communication ouverte et franche et sur la création de coopérations dans des domaines d'intérêt commun. Singapour a recours à la voie diplomatique non seulement pour encourager un équilibre régional des puissances qui lui soit favorable, mais aussi et surtout pour maintenir la liberté de commerce dans la région, vitale pour une économie par nature très dépendante de l'extérieur tant pour ses matières premières que pour ses débouchés.

Concrètement, Singapour participe activement aux organisations internationales - Organisation des Nations-Unies (ONU), Organisation Mondiale du Commerce (OMC), régionales - (ASEAN³⁰ et ARF³¹) et inter-régionales (APEC³², ASEM³³). En particulier, les forces armées singapouriennes ont été impliquées depuis 1989 dans nombre d'opérations extérieures conduites sous l'égide de l'ONU, essentiellement de maintien de la paix, en Asie Orientale (Timor Oriental et Cambodge), mais aussi en Asie du Sud, en Afrique, au Moyen Orient et en Amérique Centrale. Ces opérations ont mobilisé près de 800 hommes des forces armées et de la police³⁴.

Néanmoins, l'essentiel des actions menées au niveau diplomatique restent cantonnées à un cadre bilatéral, avec les Etats voisins et les grandes puissances, en vue de créer, selon une logique typiquement asiatique, « le climat de confiance » issu de la « connaissance mutuelle », propice au règlement et à la prévention des tensions inter-étatiques.

L'équilibre des puissances tant au niveau régional que sous-régional étant vu comme nécessaire par Singapour, les relations diplomatiques et militaires avec le Royaume-Uni, les Etats-Unis (dont la présence est jugée indispensable pour contrer l'influence chinoise croissante dans la région), l'Australie³⁵ sont entretenues. Plus localement, de nombreux liens sont tissés avec la Malaisie et l'Indonésie. Enfin, des coopérations, notamment militaires et dans le domaine de l'armement, sont nouées avec Israël et l'Afrique du Sud.

La défense totale

La notion de « Défense Totale », qui a émergé en 1984, unifie toutes les forces vives de la société – gouvernement, entreprises, armée et population – dans un même but. Il comporte cinq axes : défense psychologique, sociale, économique, civile et bien sûr militaire.

Les deux premiers axes sont essentiellement consacrés à la sécurité intérieure. La défense psychologique doit permettre de renforcer l'unité du pays et le sentiment national des singapouriens, dont la plupart sont issus d'une immigration récente, autour de valeurs et de biens communs. Le programme d'éducation nationale créé à cet effet met l'accent sur l'identité singapourienne, la crédibilité d'une défense par tous et la nécessaire implication de chacun. Initialement créé pour les personnels des forces armées, il fut généralisé et est dorénavant dispensé dans les écoles et inclus dans la formation des enseignants. Parallèlement, la défense sociale a pour but de saper les éventuelles velléités particularistes de groupes politiques et/ou ethniques en prônant l'importance de construction d'une société tolérante et multiculturelle, permettant seule d'assurer la paix dans un contexte multi-ethnique.

Instruments du régime, ces deux premiers volets du concept de défense totale sont souvent les prétextes invoqués pour traiter des problèmes de sécurité intérieure et assurer la stabilité politique du pays, comme ce fut le cas lors de l'arrestation d'opposants au régime en place en mai 1988.

Les deux axes suivants du concept de défense totale concernent le fonctionnement et la sécurité de la société civile en temps de guerre.

La défense économique doit permettre à l'économie singapourienne de ne pas s'effondrer en temps de guerre ou de crise. Elle comporte des plans destinés à permettre aux unités de production et aux sociétés de service de continuer à fonctionner en dépit de la mobilisation et de la réquisition de certaines ressources. Elle se traduit notamment par la constitution de stocks nationaux de matériels et matières premières critiques pour l'économie du pays. Ainsi, après l'invasion du Koweït par l'Irak, le gouvernement assura publiquement que des stocks de pétrole conséquents étaient en place. Concernant les stocks de vivres, ils doivent assurer la subsistance de la population pendant six mois.

Dans le même sens, la défense civile regroupe un certain nombre de mesures nécessaires à la protection des civils et la réduction des pertes en cas de guerre. En effet, la petite taille du pays, sa forte densité et la proximité des zones résidentielles et des installations militaires rendent en effet la population très vulnérable.

La défense militaire

La défense militaire constitue l'axe essentiel de la défense du pays. Fondée principalement sur la notion de dissuasion conventionnelle, elle s'appuie sur des forces armées de volume significatif, modernes et bien entraînées. En cas d'échec de la dissuasion, celles-ci doivent être à même de vaincre un ennemi, dans le cadre d'une seconde frappe, voire d'une attaque préventive.

L'Etat singapourien consacre à l'équipement des forces et au maintien en conditions opérationnelles un budget significatif (aux environs de 4 milliards de dollars, en deçà de 6% du PNB³⁶), très supérieur à ses voisins (le second budget par habitant derrière Israël et devant les Etats-unis : plus de 1000 dollars par personne³⁷), ce qui lui assure une supériorité technologique indiscutable sur ses voisins et un niveau de disponibilité et d'entraînement élevés des forces armées. Le recours à la conscription, dans le cadre d'un service militaire obligatoire qui se déroule de manière décousue sur une durée de 13 ans, renforce en outre le lien armée-nation et permet la constitution de réserves de volume significatif (plus de 300 000 personnes) et de bonne qualité.

A l'instar de la dissuasion (nucléaire) française, la dissuasion singapourienne s'exerce « tous azimuts ». Elle comporte des capacités offensives significatives, liées aux faibles dimensions du pays, mais aussi à l'éventualité d'attaque préventive.

2.2. Une puissance militaire significative dans la région

Les forces armées singapouriennes

Les forces armées singapouriennes constituent la principale – la seule ? - force crédible de la région³⁸.

Alignant près de 200 avions de combat modernes³⁹, l'armée de l'air est apte à assurer la supériorité aérienne, y compris loin du territoire national (grâce à une capacité importante de ravitaillement en vol, le domaine d'emploi des aéronefs s'étend jusqu'aux îles Spratleys) et dispose d'une réelle capacité de frappe dans la profondeur sur terre et sur mer, amplifiée par de réelles capacités de coordination, surveillance et reconnaissance terrestre et maritime⁴⁰.

Sur mer, trois escadres⁴¹ et une force sous-marine⁴² significative rendent possible une projection de forces en haute mer et la conduite d'opérations de surface et de lutte anti-sous-marine.

Sur terre, l'armée singapourienne dispose d'une mobilité et d'une puissance de feu importantes, d'artillerie lourde de précision et de chars de bataille⁴³, capables d'interdire une attaque terrestre, mais aussi et surtout de conduire des manœuvres offensives combinées avec l'infanterie.

Enfin, à l'instar des armées américaines et plus généralement occidentales, l'armée singapourienne s'équipe aujourd'hui de moyens d'informations importants.

Il convient néanmoins de modérer ces chiffres : les besoins de formation et d'entraînement imposent la délocalisation d'une part importante des forces du pays, qui ne sont alors plus disponible à court terme pour sa défense⁴⁴.

Les forces armées des pays de l'ASEAN

A l'opposé, les forces armées des autres pays de l'ASEAN se caractérisent par :

- des volumes faibles, voire insuffisants pour assurer même la sécurité et la surveillance du territoire national,
- une disponibilité faible, liée à une obsolescence flagrante des matériels et à un manque d'entretien,
- une priorité donnée au maintien de l'ordre intérieur, aux forces de police ou assimilées et de lutte anti-guérilla au détriment des forces conventionnelles,
- l'absence d'une réelle capacité de projection aéro-maritime ou aéro-terrestre.

Cette situation est particulièrement flagrante dans le cas des Philippines, de l'Indonésie et du Vietnam. Seule la Thaïlande⁴⁵ et la Malaisie⁴⁶ disposent d'une capacité navale crédible et d'une capacité de projection de force significative⁴⁷. Néanmoins, les faibles budgets nationaux de défense (moins de 2 milliards de dollars par an), toujours amputés par les effets de la crise asiatique, restent insuffisants pour assurer un entretien et une disponibilité du meilleur niveau, et ont contraint ces pays à repousser durablement certaines opérations d'acquisition (défense aérienne, sous-marins et contrôle aérien aéroporté). Quant à Brunei, son armée de taille modeste mais néanmoins moderne, relève plus d'une force de prestige que d'une réelle force militaire disposant de capacités opérationnelles significatives.

3. UN CONTEXTE INCERTAIN ET EN EVOLUTION

3.1. Situation interne : évolution démographique et pérennité du régime

Démographie : vieillissement et évolution de la composition de la population

Singapour peut être considéré comme l'un des Etats les plus développés du monde (le revenu par habitant, quasiment identique à celui de la France, y excède 25 000 dollars). L'espérance de vie moyenne a passé la barre des 80 ans (à comparer à respectivement 69 ans, 71 ans et 72 ans pour l'Indonésie, la Malaisie et la Chine), et le taux de mortalité infantile est comparable à celui de la France (3,5 décès pour 1000 naissances).

Néanmoins, comme nombre de pays industrialisés qui ont terminé leur transition démographique, le renouvellement des générations n'est plus assuré. La moyenne d'âge de la population va croissant : 20% de la population aura plus de 65 ans en 2030 (contre à peine plus de 7% aujourd'hui). Avec 1,24 enfants par femme malgré une politique nataliste active, la croissance de la population (+3,4% environ en rythme annuel) n'est plus aujourd'hui soutenue que par une immigration qui reste limitée et très encadrée. Le déséquilibre est très important entre les communautés : le taux de fertilité est très faible pour la population d'origine chinoise mais s'élève à 2,31 enfants par femme pour la communauté malaise.

Or, la croissance de la population étant nécessaire pour accompagner la croissance économique, et cette croissance étant indissociable du modèle même de la société singapourienne, il apparaît plausible que le recours à l'immigration doive être amplifié à l'avenir. Cette probable croissance de l'immigration pour soutenir la croissance économique, dans un contexte de grande hétérogénéité des taux de natalité selon les communautés, pourrait alors avoir pour effet de modifier significativement à moyen ou long terme la composition ethnique ou religieuse du pays.

Quelles pourraient alors être les conséquences en termes de défense ?

Tout d'abord, la nature de l'immigration pourrait influencer sur la politique étrangère du pays et ses relations avec la Chine ou ses voisins indonésien et malaisien.

Du point de vue intérieur, le modèle de régime pourrait aussi être mis à l'épreuve de modifications de la composition ethnique du pays. En effet, il s'appuie aujourd'hui essentiellement sur sa population d'origine chinoise, qui dirige l'essentiel des secteurs clé de la société (pouvoir politique, administration, armée, économie et entreprises). Les communautés malaise et indienne, qui formeront à long terme une proportion plus importante des forces vives de la population, pourraient être amenées à revendiquer leur part du pouvoir.

Dans l'hypothèse où la croissance de la population ne pourrait être assurée de manière suffisante ou si le vieillissement attendu de la population se confirmait, le modèle de défense de Singapour pourrait s'en trouver affecté. En termes de matériels, l'impossibilité de conserver un rythme de renouvellement et de modernisation suffisant pour garder un avantage technologique décisif sur les armées des pays de la région rendrait le concept de dissuasion conventionnelle singapourien moins crédible aux yeux d'éventuels agresseurs. De même, le volume des forces armées, qui est aujourd'hui très important en regard de la population du pays (350 000 hommes réservistes inclus, soit aux alentours de 13 à 15% des citoyens en âge de porter les armes), pourrait être difficile à maintenir en l'état.

Sans un recours massif à l'immigration d'origine chinoise, une certaine fragilisation du pouvoir, pouvant aller jusqu'à la remise en cause du modèle de société, pourraient résulter de tels déséquilibres de la société singapourienne.

Un modèle de régime durable ?

L'organisation politique de Singapour est régie par la constitution du 3 juin 1959, à laquelle un certain nombre d'amendements ont été rajoutés depuis. Cette démocratie parlementaire dispose de deux assemblées : le parlement et le conseil présidentiel.

La vie politique du pays est largement dominée par le PAP (People's Action Party), qui dirige tous les rouages du pouvoir. Ce parti, fondé en 1954, regroupe une majorité de personnes issues de milieux aisés et ayant fait des études supérieures. Les partis d'opposition, et en particulier le Worker's Party et le Singapore Democratic Party sont très marginalisés : les dernières élections législatives de novembre 2001 ont donné 82 sièges sur 84 au PAP au sein du Parlement. Le conseil présidentiel, de même, est entièrement contrôlé par le PAP.

Le régime politique singapourien peut par ailleurs être qualifié de régime fort. Autoritaire, il reste omniprésent dans la vie des singapouriens : un arsenal de lois répressives et limitant l'expression des libertés individuelles a pour objectif de maintenir l'ordre social et de favoriser le développement économique du pays⁴⁸. Ce régime est souvent critiqué par les organisations internationales pour ses méthodes répressives et parfois brutales (on peut citer la loi sur la sécurité intérieure qui permet de détenir quiconque porte atteinte à la « sécurité de l'Etat » ou même l'application de la peine de mort, qui est loin d'être exceptionnelle⁴⁹) et pour son contrôle sur les médias publics comme privés. Ainsi une loi adoptée en 2001 permet même de limiter la diffusion des médias étrangers accusés « d'ingérence dans la politique intérieure » et a été l'occasion pour le gouvernement de réaffirmer son attachement à l'encadrement très strict de la liberté de la presse⁵⁰.

Un regard occidental devra cependant se garder de critiquer trop rapidement un régime qui a permis de conserver la stabilité du pays depuis son indépendance et de créer les conditions nécessaires à son développement économique en favorisant ainsi les investissements étrangers.

Si aujourd'hui, aucun signe ne laisse à penser que le régime singapourien pourrait changer de nature ou de forme, on peut néanmoins s'interroger sur sa capacité à perdurer durablement tel quel.

Tout d'abord, le rôle clé de Lee Kuan Yew, âgé maintenant de plus de 80 ans, ne doit pas être minimisé. Personnage charismatique, fondateur du PAP et premier ministre de 1959 à 1990, il exerce toujours une grande influence sur les orientations gouvernementales, bien que n'occupant plus dorénavant qu'un poste honorifique de Senior Minister au sein du conseil. Ni l'actuel premier ministre Goh Chok Tong, ni les autres leaders du PAP ne semblent en mesure de prendre la succession de cette figure emblématique de l'histoire de la petite république.

De plus, dans un contexte de futures pressions à la fois des ethnies minoritaires qui revendiquent une plus large part des dividendes de la prospérité, mais aussi de l'ensemble de la population, aspirant à plus de libertés et remettant en cause le « modèle social » fondé sur le travail et l'intérêt collectif, les dirigeants seront-ils en mesure de maintenir un régime qui apparaît nécessaire à la poursuite du succès du pays ? Nous avons vu précédemment dans quelle mesure régime, défense nationale et forces armées formaient un tout cohérent. Une remise en cause de la stabilité politique et sociale de la cité-Etat aurait non seulement un effet direct sur les investissements étrangers dans le pays, mais pourrait aussi remettre en question l'ensemble de sa politique de défense.

3.2. Contexte régional : l'échec relatif de l'ASEAN et l'influence des grandes puissances

Le contexte régional est déterminant dans la politique de défense de Singapour, qui doit préserver l'équilibre des puissances pour garantir son indépendance et sa souveraineté. Les Etats-Unis, seule grande puissance dans la région depuis la fin de la guerre froide⁵¹, semblaient les seuls à même de garantir la stabilité de la zone. Cet état de fait a semblé d'abord contesté par les tentatives d'émancipation au niveau régional, concrétisées par l'émergence de l'ASEAN. Plus récemment, on assiste à un retour en force de la Chine dans sa sphère d'influence historique, mais aussi à l'émergence d'un nouvel acteur dans le Sud-Est asiatique : l'Inde.

L'ASEAN et ses limites

Jusqu'au déclenchement de la crise financière asiatique, l'ASEAN semblait monter en puissance, pour pouvoir à terme devenir un acteur influent dans la région. La mise en place des dialogues Europe-ASEAN et de l'ARF pouvait attester de sa perception par les autres puissances comme un « bloc de puissances » en formation. De nombreuses réalisations concrètes illustraient d'ailleurs la constitution d'une défense commune : un fort réseau d'accords bilatéraux de défense, la mise à disposition d'infrastructures militaires au profit des autres pays (portuaires, sites d'entraînement), la conduite de nombreux exercices communs, notamment dans le domaine des opérations aéromaritimes⁵².

Néanmoins, de nombreux facteurs, accentués depuis l'élargissement à 10 pays⁵³, nuisent à son unité et réduisent sa capacité de décision, fondée sur le consensus :

- une hétérogénéité accentuée en termes de systèmes politiques, économiques et sociaux (junte militaire en Birmanie, régime communiste au Vietnam, démocratique libéral à Singapour, etc.),
- des contentieux non encore résolus entre les Etats membres (Singapour-Malaisie – cf. plus haut ; Birmanie-Thaïlande ; Thaïlande-Cambodge ; Malaisie-Indonésie pour la province du Sabah, Philippines-Malaisie-Vietnam et Brunei en mer de Chine, etc.),
- des préoccupations distinctes : certains pays « forts » (Singapour notamment) ont des préoccupations régionales, d'autres, plus « faibles » (Indonésie, Philippines) et manquant de cohésion sociale et politique sont plutôt tournés vers leurs difficultés intérieures,
- une préférence culturelle pour les relations bilatérales plutôt que pour les organisations multilatérales,
- une perception différente des menaces extérieures et des enjeux géopolitiques de la région.

Sur ce dernier point, la perception différente que ces pays ont de la Chine⁵⁴ est certainement déterminante : les Philippines, l'Indonésie et le Vietnam voient une menace immédiate là où Myanmar et la Thaïlande trouvent un partenaire, alors que la Malaisie met en œuvre une stratégie d'évitement. Cette absence de vue uniforme sur la poussée chinoise en Asie du Sud-Est rend ainsi peu probable une évolution de l'ASEAN, même à moyen ou long terme, vers une réelle organisation régionale de défense et de sécurité collective⁵⁵. Dans les dix dernières années, malgré les tentatives, les décisions relatives aux dépenses défense ainsi qu'aux acquisitions et à la modernisation des forces armées n'ont pu être prises en commun et continuent à relever de chaque Etat, même si des coopérations ont pu être menées sur certains thèmes : contrebande, piraterie, trafics en tous genres, pêche, etc.

La crise économique de 1997-1998 a encore affaibli l'organisation, en ravivant les tensions politiques entre Etats, parfois oubliées pendant la période de prospérité économique. L'ASEAN n'est plus aujourd'hui réellement considérée par les puissances influentes dans la région (USA, Inde, Japon et Chine) comme un acteur mais comme un enjeu qu'il s'agit de remporter, sinon de courtiser. Les fissures au sein de l'organisation ont été mises en évidence par les récentes actions militaires de la Chine au Mischief Reef, dans les Spratleys, et à Woody Island, dans les paracels. Le sommet de l'ASEAN de décembre 1998 à Hanoi s'est soldé par un échec, et la construction de l'organisation semble marquer un temps mort, sans le leadership indonésien traditionnel (l'Indonésie étant plus absorbée par sa situation intérieure).

D'un point de vue militaire, l'ASEAN, qui dispose de forces significatives, ne saurait jouer à armes égales avec la Chine : l'écart se creuse d'autant plus que la plupart des pays (sauf Singapour) ont réduit significativement leurs dépenses de défense, annulé de nombreuses acquisitions de systèmes d'armes et reporté ainsi la modernisation de leurs forces⁵⁶. L'interopérabilité déjà faible des moyens de l'ASEAN s'est même dégradée comme résultat de la diminution des exercices et de l'entraînement commun. L'absence de l'ASEAN dans la gestion de la crise du Timor oriental en août-septembre 1999 a été éloquent sur son incapacité à gérer des crises.

Singapour voyait dans l'ASEAN, en tant qu'organisation de sécurité régionale, un outil pour garantir sa sécurité. Cet espoir perdu, quel autre choix que d'accentuer ses efforts vers les grandes puissances influentes dans la région ? Etats-Unis bien sûr, mais bientôt peut-être Chine voire Inde ?

L'influence chinoise et les relations sino-singapouriennes

Selon Valérie Niquet⁵⁷, « le contrôle des marges périphériques [de la Chine] déborde toutefois du cadre des frontières de la RPC⁵⁸ et constitue le deuxième cercle d'action des forces chinoises [...qui comprend...] l'ensemble des archipels situés en mer de Chine orientale et en mer de Chine méridionale [îles des Paracels (de Xisha) et archipel des Spratleys (Nanshua)]⁵⁹ . », alors que le troisième cercle serait « d'imposer sur la scène internationale la reconnaissance de son statut de superpuissance. ». Outre l'affirmation de puissance et la reconquête des anciens territoires de l'Empire Qing à son apogée au XVIII^e siècle⁶⁰, les autorités chinoises visent certainement le contrôle des voies de communication maritimes qui sont vitales pour le pays, très dépendant de ses approvisionnements, en particulier en hydrocarbures en provenance du Moyen-Orient. Au delà des déclarations, on a pu ainsi assister à des escarmouches avec les autres pays revendiquant une partie des archipels (Chine, Malaisie, Philippines, Taiwan, Vietnam et Brunei) et nombre de ces simples récifs sont aujourd'hui occupés par des forces armées.

Pour se donner les moyens de ses ambitions, la Chine a ainsi actuellement lancé une vague de modernisation des matériels de l'APL (Armée Populaire Chinoise), dont l'objectif est de disposer de réelles capacités de projection : création d'embryons de forces de déploiement rapide d'environ 100 000 hommes sur le modèle de l'US Marine Corps, projet d'acquisition d'une capacité de ravitaillement en vol et de surveillance aérienne aéroportée (AEW), développement d'une marine de haute mer à l'horizon 2010, accompagnée de l'amélioration des capacités de débarquement et de l'acquisition de plusieurs porte-avions, etc.

Ainsi, on risque d'assister à moyen terme à l'accroissement de l'influence chinoise en mer de Chine méridionale. Cette pression que fait ainsi porter Pékin sur la région n'est pas sans déjà provoquer des réactions, crée des fractures au sein de l'ASEAN et peut rendre la position de Singapour, seul Etat chinois de l'organisation, problématique.

Si l'établissement des relations diplomatiques entre la République Populaire de Chine et la République de Singapour est relativement récent (le 3 octobre 1990), les liens entre les deux pays sont bien plus anciens (premières visites des premiers ministres respectifs en Chine en 1975 et à Singapour en 1978). Néanmoins, on assiste depuis lors à une intensification jamais démentie des liens entre les deux pays, comme l'attestent les visites réciproques des chefs d'état ou de gouvernement quasi annuelles.

On peut depuis maintenant plus de quinze ans observer la mise en place de réalisations concrètes issues de ces bonnes relations : accords de coopération dans les domaines de l'aviation civile, la science et technologie, la culture et la santé entre 1986 et 1999, avec notamment l'établissement de liaisons aériennes régulières entre les deux pays dès 1985 et la création d'un comité scientifique commun et d'un centre commun de haute technologie à Singapour en 1992.

Dans le domaine économique, les échanges se développent de manière rapide et continue depuis plus de vingt ans. Ainsi, dès 1981 (en pleine guerre froide), les deux pays ont ouvert des bureaux commerciaux et mis en place progressivement entre 1979 et 1986 des accords relatifs au commerce, aux investissements et sur les droits de douane et les taxes.

Les deux pays tirent parti de la croissance économique de chacun. Ainsi, le commerce entre Singapour et la Chine s'élevait en 2000 à plus de 14 milliards de dollars⁶¹, répartis équitablement entre import et export entre les deux pays, si bien que la Chine est aujourd'hui le 4^{ème} partenaire commercial de Singapour, et Singapour le 8^{ème} partenaire commercial de la Chine. Le taux de croissance des échanges entre les deux pays est depuis plusieurs années supérieur à 20% par an.

De plus, les investissements entre les deux pays sont très développés : Singapour a investi jusqu'à maintenant plus de 40 milliards de dollars en Chine dans plus de 10 000 projets⁶². Rien qu'entre janvier et mai 2003, ce sont près de 1,3 milliards de dollars qui ont été investis en Chine, dans des projets très variés : industrie des machines outils, production industrielle et agricole, industrie agroalimentaire, production de caoutchouc, textile, électronique, acier, etc. Le développement de la « township » industrielle de Suzhou, en Chine, au prix que plusieurs centaines de millions de dollars d'investissements singapouriens, est certainement le projet phare du développement des relations économiques entre les deux pays.

Outre le strict intérêt économique des deux pays, Singapour a de très bonnes raisons de maintenir de bonnes relations avec Pékin. Tout d'abord, contrairement aux autres pays de la zone (Philippines, Vietnam, Indonésie), il n'existe aucune source de conflit territorial ni maritime entre les deux pays. De plus, comme presque 80 % de la population singapourienne est d'origine chinoise (bien que de plusieurs groupes linguistiques), il y a des affinités culturelles et sociales évidentes entre les deux pays, qui influent directement sur la politique de Singapour vis-à-vis de son « grand frère ». Le mandarin est d'ailleurs l'une des langues officielles du pays et bénéficie de campagnes de promotion importantes. Enfin, dans la logique singapourienne d'un petite et vulnérable Cité-Etat, il n'est pas envisageable de se faire des ennemis, en particulier pour une puissance majeure émergente comme la Chine. Singapour semble ainsi être devenu le partenaire de référence de la Chine en Asie du Sud-Est.

Néanmoins, Singapour craint, comme ses voisins de l'ASEAN, la menace à long terme d'une Chine hégémonique sur son indépendance. On assiste ainsi de la part des autorités du pays à la mise en œuvre d'une politique subtile combinant engagement économique avec la Chine et renforcement des liens les pays occidentaux, en particulier les Etats-Unis, ceux-ci servant de contre-puissance dans la région . Ceci se traduit notamment dans l'équilibre trouvé vis-à-vis de Taiwan : maintien de liens économiques et politiques informels, tout en mettant en garde Taipei contre des actions pouvant entraîner une réponse militaire de la RPC.

L'Inde, un nouveau partenaire

Jusqu'à la chute du bloc communiste, les relations entre l'Inde et la République de Singapour, et plus généralement entre l'Inde et les pays de l'ASEAN, restèrent peu développées. En effet, dans ce monde bipolaire, l'Inde et les pays de l'ASEAN s'opposaient à la fois d'un point de vue économique et d'un point de vue politique. Les échanges commerciaux entre les pays étaient limités par l'incompatibilité entre d'une part le modèle socialiste indien et son dirigisme économique et d'autre part le système libéral de Singapour et les principes de l'économie de marché. De plus, d'un point de vue politique, le statut de « non aligné » indien générait une grande suspicion au sein de l'ASEAN, organisation dont la raison d'être était de faire obstacle à l'expansion des idées communistes en Asie du Sud-Est⁶³.

Ce n'est qu'à partir du milieu des années quatre-vingt-dix qu'un dialogue a commencé à s'instaurer, dans un cadre régional tout d'abord, concrétisé à travers la participation de l'Inde à l'ARF à partir de 1996. Depuis, on assiste à un développement important des relations entre l'Inde et Singapour, dans un cadre multilatéral (ASEAN-ARF), mais aussi bilatéral, favorisé par la politique de libéralisation économique entreprise par l'Inde depuis la fin des années quatre-vingt-dix.

L'Inde n'est pas encore aujourd'hui un partenaire commercial d'importance pour Singapour. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont encore limités : environ 7,5 milliards de dollars en 2003 (12 milliards de dollars entre l'Inde et l'ensemble de l'ASEAN), à comparer aux 163 milliards de dollars d'exportations de biens et services réalisés par Singapour en 2003⁶⁴, mais aussi et surtout aux 44 milliards de dollars d'échanges commerciaux entre les Etats-Unis et Singapour. Néanmoins, ces échanges sont en très forte augmentation et pourraient quadrupler en valeur d'ici 2010. Ceci placerait l'Inde comme un partenaire commercial de Singapour au même niveau que la Chine.

En termes d'investissements, la situation est similaire. Les entreprises et les autorités singapouriennes perçoivent en l'Inde l'opportunité de diversifier leurs investissements à l'étranger, et ainsi répartir les risques en disposant de nouveaux de nouveaux débouchés. S'élevant en 2003 à près de 1,5 milliards de dollars (à comparer aux investissements singapouriens aux Etats-Unis : 6,6 milliards de dollars en 2003), leur augmentation est rapide, au rythme annuel de 60% par an depuis dix ans⁶⁵.

La volonté est forte, tant pour les autorités indiennes que Singapouriennes, de continuer sur cette voie. Pour ce faire, de multiples discussions sont en cours pour créer un cadre économique qui permette de catalyser les relations économiques entre les deux pays et supprimer les dernières limitations héritées du passé socialiste de l'Inde. Les négociations sont aujourd'hui nombreuses sur de multiples sujets : la libéralisation du trafic aérien entre les deux pays⁶⁶, la signature probable en 2004 d'un accord général de coopération économique (Comprehensive Economic Cooperation Agreement ou CECA) à l'issue de travaux lancés en avril 2003, la création avant 2014 d'une zone de libre échange Inde-ASEAN.

La volonté de partenariat économique entre les deux pays est dorénavant à toute occasion affichée au plus haut niveau. Ainsi, le vice-premier ministre singapourien Lee Hsien Loong, à l'occasion de sa visite en Inde mi-janvier 2004, a-t-il noté le succès du parc technologique à Bangalore⁶⁷ et sa valeur de symbole des solides relations bilatérales entre les deux pays, non seulement dans le domaine économique et commercial, mais aussi plus largement dans le cadre des liens culturels et de la coopération dans le domaine de la sécurité⁶⁸.

Le développement des relations indo-singapouriennes tient à la double convergence des intérêts économiques et des intérêts géopolitiques des deux pays.

Sous l'angle économique, Singapour peut voir dans l'Inde une seconde Chine : un marché immense pour exporter ses produits manufacturés (en particulier dans le domaine de l'électronique) et les hydrocarbures raffinés, une opportunité de diversification de ses investissements, mais aussi un producteur des machines outils et des moyens de transport nécessaires à son économie. Enfin, dans un contexte de croissance forte des deux grandes puissances régionales chinoise et indienne, Singapour pourrait bénéficier du commerce indirect entre ces deux pays rendu difficile par leur antagonismes constants. Singapour servant de pont entre l'Inde et la Chine, telle est la vision du premier ministre Goh Chok Tong⁶⁹.

D'un point de vue géopolitique, dans une logique d'équilibre des puissances dans la zone, et afin de se prémunir contre une éventuelle hégémonie chinoise, l'Inde peut clairement apparaître comme un contrepoids aux vellétés chinoises et comme complément à une présence américaine incertaine dans la longue durée. Les deux pays semblent avoir une perception commune de l'environnement stratégique régional et sont désireuses de stabiliser le contexte et de garantir la liberté de circulation dans des voies maritimes dont ils dépendent fortement. A ce titre, ils partagent des buts communs en luttant contre la piraterie, le narcotrafic, la contrebande d'armes et le terrorisme maritime.

L'Inde peut ainsi voir en Singapour, pays qui plus est non musulman de la zone des détroits, la porte d'entrée de toute l'Asie du Sud-Est, et un moyen de contrer un éventuel développement de l'influence chinoise dans la zone

Dépassant ainsi le seul registre économique, se dessine progressivement une réelle coopération entre les deux pays dans le domaine de la défense⁷⁰.

Celle-ci a débuté en 1991, par la visite de navires de guerre étrangers (dont certains singapouriens) à Port Blair (Andamas, Inde) et dans la base militaire indienne majeure de Vishakhapatnam. A ces simples contacts ont ensuite succédé dès 1995 la conduite d'exercices maritimes conjoints, dans les domaines de la lutte anti-sous-marine, de la recherche et du sauvetage en mer et de la lutte contre la piraterie, notamment dans le détroit de Malacca. A ce jour, il est même envisagé de pouvoir conduire des patrouilles conjointes dans la zone des détroits. Cette coopération militaire s'étend dorénavant à d'autres domaines. Ainsi, depuis le 11 septembre, les deux pays coopèrent dans le cadre de la lutte contre le terrorisme international en échangeant des renseignements entre eux et avec les Etats-Unis. Enfin, Singapour étant toujours à la recherche de terrains d'entraînement, la mise à disposition des terrains de manœuvre indiens au profit des armées singapouriennes est étudiée sérieusement⁷¹.

Enfin, concernant l'armement, la libéralisation de l'Inde permet dorénavant la prise de participation (à hauteur de 26%) dans les entreprises nationales de défense, ce qui semble intéresser les entreprises et autorités singapouriennes, dans un contexte d'augmentation du budget de défense indien déjà très important. Des discussions sont en cours pour permettre la mise en place d'une coopération dans le domaine de l'armement entre les deux pays, notamment par la prise de participations dans les sociétés indiennes. Cette opération est fortement soutenue par le gouvernement singapourien, qui y voit l'opportunité de mettre en place les prémices d'une coopération dans ce domaine, à l'instar de celles conduites avec l'Afrique du Sud et Israël.

Malgré ce renforcement significatif des liens entre les deux pays, il est néanmoins peu probable que l'Inde parvienne à jouer un rôle autre qu'économique dans la région, qui ne relève pas à proprement parler de sa sphère d'influence.

3.3.L'islamisme et les menaces terroristes

La place de l'islam en Asie du Sud-Est

La place de l'islam est très importante dans la région⁷² : l'Indonésie, premier pays musulman du monde (88% d'une population de 250 millions d'habitants) et la Malaisie (60% de musulmans pour 23 millions de malaisiens) comptent à eux seuls plus de 230 millions de musulmans.

Dans cette zone de convergence historique des religions, la religion musulmane y est singulièrement souvent considérée comme un facteur de différenciation au sein de populations d'origines multiples (sous-continent indien, monde chinois, espace malais). Ainsi, dans les pays à majorité musulmane comme la Malaisie, l'islam permet à la communauté malaise de s'affirmer par rapport aux minorités chinoise et indienne très présentes dans le tissu économique du pays. De même, dans les pays à minorité musulmane (Birmanie et Philippines par exemple), l'islam peut être le creuset des revendications en faveur de la création d'un statut particulier, voire le support de revendications sécessionnistes.

L'appartenance religieuse semble aller jusqu'à transcender les nationalités (la notion d'Oumma), ce qui se traduit par l'expression de sympathies et de soutien des opinions publiques des pays à majorité musulmane pour les revendications des minorités de même confession des autres Etats de la région. Ces liens transnationaux, outre les effets sur la stabilité intérieure, génèrent par ailleurs une méfiance et des tensions entre Etats de l'ASEAN qui nuisent à la sérénité de leurs relations.

Ces facteurs déstabilisants sont aggravés par l'hétérogénéité des régimes politiques de l'ASEAN, laïques pour certains, religieux pour d'autres, ce qui favorise les antipathies religieuses exacerbées par les attitudes gouvernementales et les mesures discriminatoires. Ainsi, en Indonésie, certains principes de préférence réservent aux seuls musulmans l'accès prioritaire à la haute fonction publique. De manière plus marquée, en Malaisie, la rivalité ancienne entre chinois et malais, qui atteint son apogée pendant la seconde guerre mondiale à travers l'attitude adoptée par chacune des communautés envers l'occupant japonais⁷³, est entretenue par le pouvoir. Celui-ci, bien qu'aux mains de l'UNMO (United Malays National Organization), modéré, a mis en place sous la pression de l'opinion publique des mesures discriminatoires par voie constitutionnelle (à titre d'exemple, le chef d'état ne peut être que malais et musulman). L'islam y est religion d'Etat et les citoyens malais (donc musulmans) possèdent des "droits spéciaux" et de quotas en matière d'emploi dans la fonction publique et bénéficient de mesures sociales et financières diverses. Outre cette discrimination positive au niveau national, l'accession au pouvoir du parti pan-islamique (PAS), radical, dans certains sultanats, a conduit à la mise en place de mesures directement issues du droit islamique (dans le domaine de la condition féminine en particulier).

La République de Singapour se trouve donc plongée dans un environnement très islamisé, et pourrait faire les frais des tensions ethno-religieuses récurrentes, soit directement à travers ses propres minorités musulmanes aspirant à plus de pouvoir, soit indirectement si ces intérêts à l'étranger venaient à devenir la cible d'actions antichinoises.

La montée de l'islamisme dans la région

Le fait religieux est dorénavant exacerbé par l'influence croissante de l'islamisme en Asie du Sud-Est.

Les idées intégristes y trouvent en effet un écho favorable, compte tenu des tensions économiques persistantes depuis la crise financière, accentuées récemment par l'épidémie de SRAS (et plus récemment de grippe aviaire), qui amplifie les tensions sociales et la montée des extrémismes.

Cette progression de l'islamisme est d'ailleurs favorisée par l'attitude ambiguë de la plupart des gouvernements des pays islamiques de la région vis-à-vis de l'occident : l'affichage officiel pro-occidental de façade en politique étrangère ne contrebalançant pas les naturelles sympathies de la population pour les causes islamiques (Irak, Palestine notamment). Certaines mesures très radicales viennent même parfois à être prises pour contrer la progression des partis les plus radicaux, en répondant aux aspirations des populations. Ainsi Kuala Lumpur a-t-elle déjà procédé pour endiguer la montée du PAS. De même en Indonésie, les élections de 1999 ont mené au pouvoir l'islam traditionaliste à travers l'élection du président Wahid, et ont conduit à l'établissement d'un état islamique.

Ainsi, il semblerait que la république de Singapour soit isolée et ne puisse compter pleinement sur ses voisins directs pour lutter contre l'islamisme, dans un contexte d'émergence du terrorisme se réclamant de l'islam et de prétendue lutte des civilisations.

Les menaces terroristes

Le cataclysme du 11 septembre, s'il permit, sous la pression américaine, la prise de conscience par les autorités de la menace terroriste et la conduite d'actions réelles, n'eut que des effets limités dans la maîtrise des risques terroristes, voire dans certains cas des effets déstabilisateurs pour les pays de la région. En effet, le mode de fonctionnement progressif et consensuel de l'ASEAN et de l'ARF s'est révélé peu efficace dans un contexte de tensions religieuses internes au sein des Etats et de méfiance entre des pays de confessions différentes.

Ainsi, si la coopération américano-philippine s'est vue renforcée contre le terrorisme, le durcissement de la position du gouvernement à la suite de l'attentat en mars 2003 à l'aéroport de Davaos. La rupture des négociations avec le courant islamique modéré a conduit à une intensification des troubles intérieurs conduits par le mouvement Abu Sayyaf, sur un fond de

revendications sécessionnistes du Mindanao (au sud du pays) et de mise en place d'un état islamique. Il en a été de même en Indonésie, où l'on a pu assister à une intensification des troubles qui éclataient sporadiquement depuis plus de 10 ans. Ainsi, si depuis la chute de Suharto à la fin des années 90, on assiste à une recrudescence d'attaques à l'encontre des lieux de culte chrétiens et bouddhistes, ce type d'actions s'est intensifié ces dernières années : vagues de violences dans tout le pays en 1996, massacre par le Laskar Jihad de 4000 à 10000 personnes aux Moluques en 2000, troubles en Aceh et Papouasie, vague d'attentats antireligieux à Noël 2000 dans tout le pays. En Malaisie aussi, la radicalisation du PAS a suivi le durcissement du pouvoir à la suite de l'attentat de Bali d'octobre 2002.

Plus généralement, il apparaît probable que les interventions américaines au Moyen-Orient et en Asie Centrale aient provoqué le déplacement vers l'Asie du Sud-Est du centre de gravité des organisations terroristes reliées plus ou moins directement à Al Qaeda. Le fait est que la région est vulnérable à la pénétration des organisations terroristes et aux actions proprement dites, compte tenu de son contexte de mélanges des populations, de son caractère pluriethnique et multiculturel, de la perméabilité des frontières favorisant les trafics illicites en tout genre. Singapour, qui accueille sur son territoire de nombreux intérêts américains, pourrait constituer le théâtre d'actions anti-occidentales. Ce développement et cette implantation du terrorisme international dans la région ne semble pas enrayé par les quelques succès remportés récemment. Le Jemaah Islamiyah, qui possède des liens avérés avec Al Quada, semble être implanté dans tous les pays de l'ASEAN, avec des ramifications jusqu'aux Philippines et au Cambodge et des bases arrières en Indonésie et en Malaisie. Seules quelques arrestations⁷⁴ ont eu lieu dans ces pays depuis le 11 septembre 2001.

Singapour n'est pas non plus épargnée par le développement des réseaux terroristes internationaux sur son sol. Les forces de l'ordre ont ainsi procédé à l'arrestation d'une quinzaine de membres en décembre 2001, qui fomentaient une vague d'attentats à la bombe visant les intérêts américains à Singapour. De même, en août 2002, l'interpellation à Singapour de 21 activistes du Jemaah Islamiyah et du front de libération islamique Moro a montré s'il le fallait les liens serrés que nourrissent entre elles les organisations terroristes islamistes de la région.

Singapour : une cible facile ?

Dans le cas de Singapour, la menace terroriste est prise particulièrement au sérieux, et a conduit à l'élaboration d'un livre blanc particulier sur le sujet, après une enquête approfondie du parlement⁷⁵. En effet, fortement dépendante des investissements étrangers, l'économie nationale pourrait très rapidement et sévèrement faire les frais d'une attaque terroriste majeure sur son sol. De plus, la Cité-Etat est particulièrement vulnérable à une attaque destructrice, par terre (voiture piégée...), mais aussi par air (proximité immédiate des organes gouvernementaux et des centres industriels majeurs d'aéroports accueillant un trafic aérien très intense), voire par voie maritime : quelles seraient les conséquences et les moyens de prévenir la prise d'otage d'un supertanker traversant le détroit de Malacca, si celui-ci était envoyé droit sur un des terminaux pétroliers du pays ?

Une coopération au sein de l'ASEAN ?

Le terrorisme est aujourd'hui un sujet important de coopération entre les pays de l'ASEAN. La réunion ministérielle à Bangkok en janvier 2004⁷⁶ a démontré qu'une meilleure coopération des pays contre le terrorisme pouvait s'avérer payante. Singapour semble aujourd'hui en pointe sur ce sujet en proposant notamment son soutien logistique aux autres pays pour l'entraînement des unités spécialisées et en organisant des ateliers thématiques (analyse du renseignement, détection des bombes et explosifs, sécurité des passeports), destinés à favoriser la coopération.

Néanmoins, cette coopération est fragilisée par les attitudes divergentes des pays vis-à-vis du soutien à apporter aux Etats-Unis sur les questions afghanes et irakiennes, et les relations entre Singapour et Israël qui créent des réactions dans la communauté musulmane à Singapour, mais aussi en Malaisie et en Indonésie. Ces tensions sont amplifiées par les tensions internes intercommunautaires (le « sentiment d'infériorité » des malais par rapport aux chinois⁷⁷, ainsi que la discrimination persistante, y compris dans les armées où les malais sont en général cantonnés dans des postes inférieurs) et ravivées à chaque occasion : la décision d'interdiction du port du foulard islamique dans les écoles il y a quelques années a été fortement réprouvée tant par les musulmans de Singapour que par les pays voisins à majorité musulmane.

4. L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE DE DEFENSE

4.1.S'adosser à une grande puissance

Singapour est un modèle de réussite économique universellement reconnu. Pour parvenir à ce résultat, la petite république a dû trouver et mettre en œuvre pendant près de quarante ans une solution originale pour garantir sa souveraineté et son indépendance, mais aussi sa stabilité, tant sociale que politique. Ces conditions - prospérité économique, état fort et cohésion sociale - sont indissociables du miracle singapourien.

Au niveau de la politique intérieure, le mode de régime actuel semble le seul à même d'éviter l'éclatement de la société. Il ne pourrait perdurer sans que la mainmise de la majorité chinoise sur l'ensemble des rouages du pouvoir ne soit conservée. Une démocratisation plus grande serait la porte ouverte à la contestation et probablement à une instabilité politique préjudiciable aux affaires. Un partage du pouvoir avec les autres communautés, notamment malaise, conduirait en outre inévitablement à une remise en cause profonde des raisons mêmes ayant conduit à la fondation de l'Etat : la singularité ethnique au sein de la sous-région. Confrontée au vieillissement de sa population et au risque d'une modification de sa composition ethnique, la seule alternative pour le pays semble être un recours massif à l'immigration d'origine chinoise, accentuant encore les liens entre les deux pays et ayant certainement à terme des conséquences sur la politique étrangère de Singapour.

Les relations avec ses voisins malaisien et indonésien devraient rester tendues, sinon méfiantes. Il n'est pas complètement exclu que des « incidents » de frontière aient même lieu entre les forces armées singapouriennes et malaisiennes. Dans ce cas, même si l'on en reste qu'au stade des menaces et des intentions, les vulnérabilités de Singapour (eau, nourriture, hydrocarbures, mais plus généralement toute l'économie du pays) sont telles que le pays s'en trouverait sérieusement menacé, d'autant plus sévèrement dans l'hypothèse où la Malaisie serait en mesure de combler une partie du fossé qui existe entre les forces armées des deux pays. Une crise économique durement ressentie par Singapour, une défiance soudaine des investisseurs étrangers (une attaque terroriste majeure pourrait, outre les effets directs, peser très lourd dans l'économie du pays), ou plus simplement une croissance économique malaisienne suffisante (l'effet d'échelle jouant entre les deux pays) suffirait à rompre le déséquilibre qualitatif savamment entretenu depuis des années à des fins de dissuasion conventionnelle.

Quelle autre solution pour le pays que de demander alors de l'aide aux grandes puissances de la région : Etats-Unis ou Chine ? Quel autre pays de la région, quelle organisation de sécurité collective pourrait venir en aide de la Cité-Etat ? Plutôt tournés, probablement durablement, vers leurs problèmes intérieurs ou les querelles réciproques, les pays de l'ASEAN ne trouveraient certainement pas d'intérêt flagrant à s'engager ainsi aux côtés d'une enclave chinoise dans la région. L'ASEAN lui-même semble avoir atteint ses limites et n'est pas formé pour répondre à ce type de crise.

Dans le contexte actuel de flambée du terrorisme islamiste, devant la vulnérabilité extrême du pays aux attaques terroristes, le choix actuel de renforcement des liens avec les américains est-il réellement le meilleur pour la sécurité du pays ? Quel intérêt pour cet état enclavé au milieu de pays musulmans, faibles voire instables, de prendre fait et cause pour une Amérique en guerre contre une partie du monde musulman ? Si la politique étrangère américaine venait à perdurer sous couvert d'une lutte contre le terrorisme international, Singapour n'aurait-elle pas intérêt à revoir son soutien inconditionnel et à rechercher des appuis ailleurs ?

4.2. Les Etats-Unis, garants de la souveraineté du pays

Nous avons vu que la politique de défense de Singapour reposait essentiellement sur deux acquis : l'équilibre des puissances dans la région et la capacité à dissuader un éventuel agresseur à l'aide de moyens militaires conventionnels.

L'influence croissante de la Chine, qui s'affirme comme une réelle puissance régionale et exerce une pression croissante en mer de Chine méridionale, ne peut être contrebalancée, non seulement aujourd'hui mais aussi durablement, que par une présence américaine importante dans la région. Le passé a d'ailleurs montré la progression inévitable de Pékin dans la région à chaque retrait américain (l'occupation de Mischief Reef a étrangement coïncidé avec la fermeture des bases américaines aux Philippines). Si aujourd'hui on assiste à un retour des forces américaines dans la zone⁷⁸, essentiellement pour contrer le transfert des organisations terroristes vers le Sud-Est asiatique, qu'en sera-t-il à moyen terme ? Une nouvelle période d'isolationnisme américain est-elle inenvisageable ? En fonction des évolutions de la politique extérieure américaine et des événements internationaux en d'autres points du globe, un désengagement américain de la zone s'accompagnerait inévitablement d'une poussée hégémonique de la Chine sur l'ensemble de l'ASEAN, dont nous avons vu l'incapacité à présenter un front uni.

Le concept de défense singapourien est par ailleurs fondé sur la supériorité technologique des matériels, condition essentielle à la dissuasion conventionnelle. Or, cette supériorité requiert des budgets de défense importants qui ne peuvent être obtenus que dans le cas d'une croissance économique soutenue, ou au moins très supérieure à celle des adversaires potentiels. Le développement de la Malaisie et de l'Indonésie, bien que compromis par la crise financière et les instabilités internes, pourrait repartir rapidement à un rythme soutenu, compte tenu des atouts indéniables de ces pays (démographie, ressources naturelles, accès, etc.). L'économie singapourienne pourrait fortement pâtir d'une réelle concurrence sous-régionale qui pourrait résulter d'une forte croissance économique de ces deux pays. Sans parapluie américain, la souveraineté du pays, proie alléchante devenue facile, pourrait s'en trouver menacer.

De manière très synthétique, on peut ainsi affirmer que la capacité du pays à conserver la supériorité technologique militaire lui permet de garantir sa sécurité au niveau sous-régional. Au niveau régional, le volume des forces armées, voire même celui de l'ensemble de l'ASEAN, est insuffisant pour garantir la sécurité du pays (si on le compare au potentiel chinois en particulier). Dans cette optique, seule la présence américaine peut garantir cette souveraineté face aux évolutions possibles du contexte régional : l'Inde, dont l'influence ira peut-être croissant, semble cependant trop éloignée pour être en mesure de peser réellement sur la région, de même que les autres puissances occidentales (Australie, Royaume-Uni).

En cas de retrait américain (règlement de la question nord coréenne, autres zones d'intérêt mondial, repli sur soi-même), la cité du lion n'aurait elle dans ce cas d'autre alternative que d'intégrer un ensemble plus vaste ?

4.3. La Chine, seule alternative aux Etats-Unis

Si l'on va plus avant dans l'hypothèse d'un désengagement américain, la poussée chinoise qui sera alors inévitable aura pour effet certain d'exacerber encore les tensions inter-étatiques au sein de l'ASEAN, et en particulier entre la Malaisie et/ou l'Indonésie et Singapour. Dans ce cas de figure, la survie de Singapour en tant qu'Etat semblerait difficile sans son rattachement à un ensemble plus large, ce qui nécessiterait la perte d'une partie de la souveraineté dont les singapouriens sont très fiers.

Soumis à des tensions démographiques, politiques et ethniques croissantes, il n'y aurait d'autre alternative pour Singapour que de s'intégrer, d'une manière ou d'une autre au monde chinois, auquel il appartient à triple titre : historiquement comme frontière de l'Empire Qing, culturellement du fait des origines de la majorité de la population, fondamentalement compte tenu des raisons originelles de sa création.

L'alternative pourrait être la réintégration de la confédération malaisienne, quittée en 1965. Cette idée a par ailleurs été évoquée à plusieurs reprises par le « père » de la nation Lee Kuan Yew lui-même en 1996⁷⁹, et est souvent incluse dans les revendications politiques de la minorité malaise à Singapour et des partis nationalistes malaisiens. Il semble néanmoins difficile d'entrevoir comment une population chinoise et non musulmane, ayant été majoritaire et à l'origine de la spectaculaire réussite économique d'un pays, pourrait se voir mis en minorité au sein d'un vaste pays musulman qui semble se radicaliser, et dont l'économie est très incertaine. Il est peu probable que Singapour intègre spontanément la confédération malaise, même acculée (besoins en eau, etc.).

Par contre, la « realpolitik » du pays l'amènera certainement à se dissocier des autres pays de l'ASEAN qui seraient hostiles à la Chine si celle-ci venait à s'aventurer plus avant en mer de Chine et vers le détroit de Malacca, d'autant plus facilement que les craintes que l'on pouvait avoir à l'époque de la rétrocession de Hong-Kong sont aujourd'hui révolues : intégrer l'espace chinois ne signifie pas nécessairement communisme ou un retour à l'obscurantisme.

Dans le même sens, une agression caractérisée d'un des voisins musulmans de Singapour conduirait certainement à un soutien chinois inévitable, si les américains n'étaient plus en mesure de jouer leur rôle de gendarme dans cette partie du monde.

En cas de diminution de l'influence américaine dans la région, le scénario le plus probable et le plus souhaitable pour Singapour semble ainsi être son rapprochement de la Chine, Singapour formant en quelque sorte la tête de pont méridionale de l'empire du milieu. Ceci supposerait bien sûr que la Chine poursuive sa croissance économique accélérée.

5. CONCLUSION

A court terme, cherchant à se prémunir des nouvelles menaces pesant sur elles, la république de Singapour s'est contentée de procéder à des aménagements de sa politique de défense : accent mis sur la lutte antiterroriste, renforcement des liens avec les Etats-Unis⁸⁰, diplomatie plus ambiguë avec la Chine, rapprochement avec le futur géant économique indien, ouverture modérée du régime, etc. On peut aussi noter la volonté de diversification des achats de matériels militaires vers l'Europe (Dassault, Eurocopter, Eurofighter, en particulier), l'objectif général étant de ne pas subir de manière trop pressante l'influence d'un seul grand « sponsor ».

La nécessité d'une remise en cause complète de cette politique ne semble pas exclue, tant la vulnérabilité du pays est grande et peut affecter sa viabilité en tant qu'Etat souverain. A long terme, l'évolution du contexte géopolitique régional pourrait le requérir. Cela pourrait même être le cas à court ou très court terme, tant les conséquences d'une vague d'attentats du type de celle qu'a subie l'Espagne le 11 mars 2004 (attribuée au terrorisme islamiste et motivée par le soutien de ce pays à l'action américaine) aurait des conséquences incalculables sur le pays, son économie, sa société et ses relations avec ses voisins.

Singapour a-t-elle d'autre choix que d'intégrer un espace chinois qui s'impose comme la nouvelle grande puissance mondiale du XXIème siècle ? La petite république asiatique n'y sera-t-elle pas de toute manière poussée de gré ou de force ?

ANNEXES

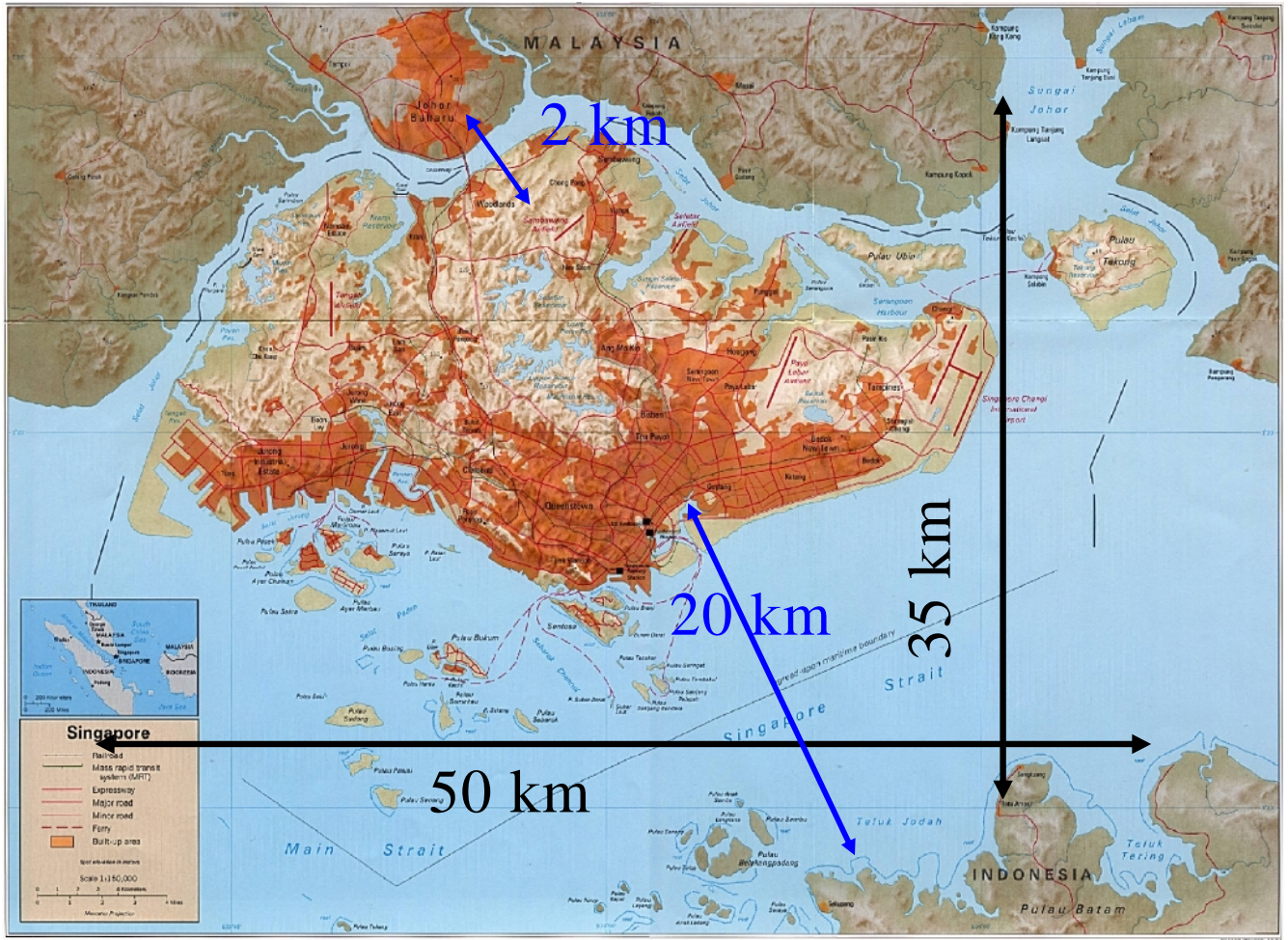
Annexe I : Cartes



Carte 1 : Singapour en Asie du Sud-Est

©2003 General Libraries - The University of Texas at Austin

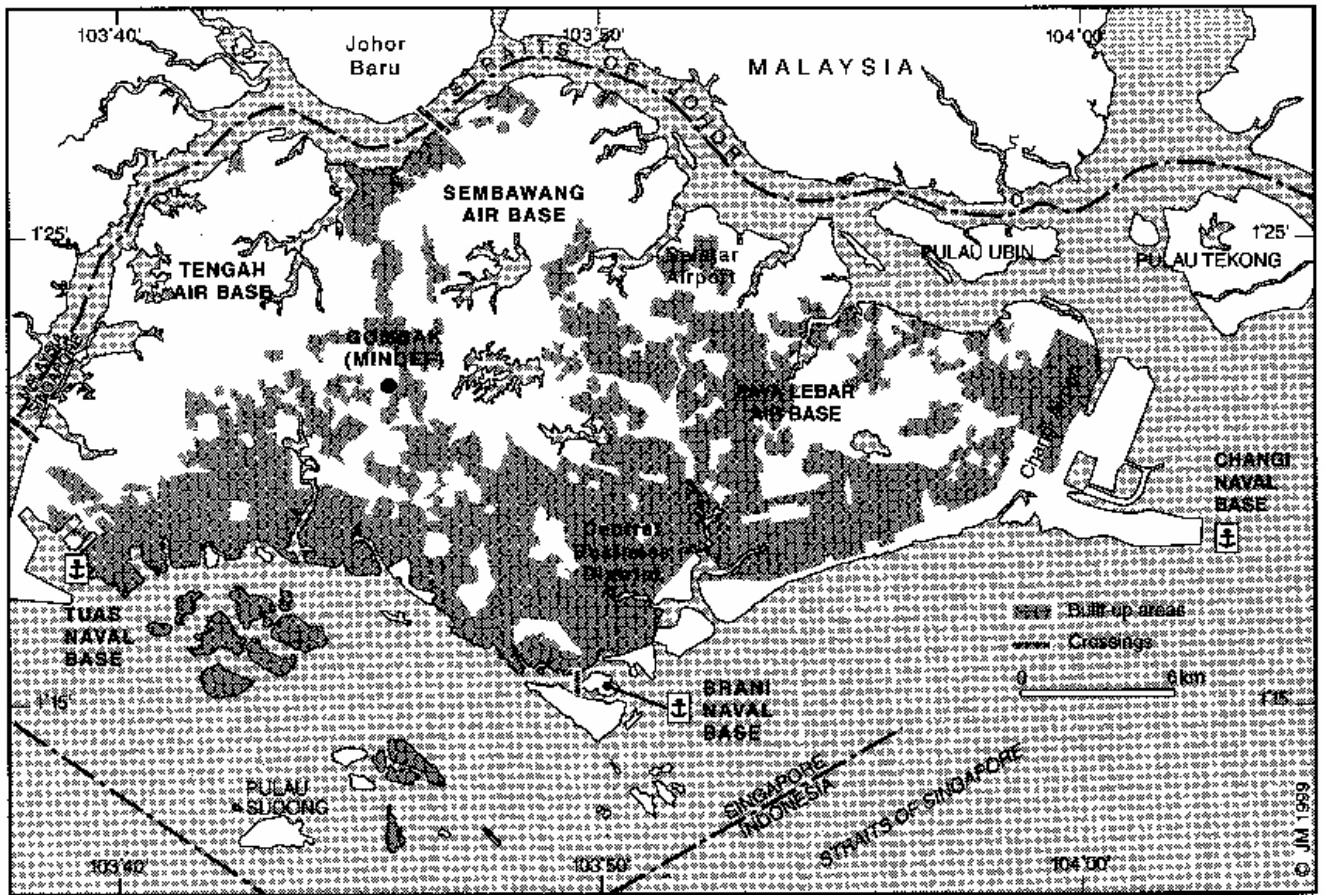
(<http://www.lib.utexas.edu/maps/asia.html>)



Cartes 2 et 2bis : Singapour

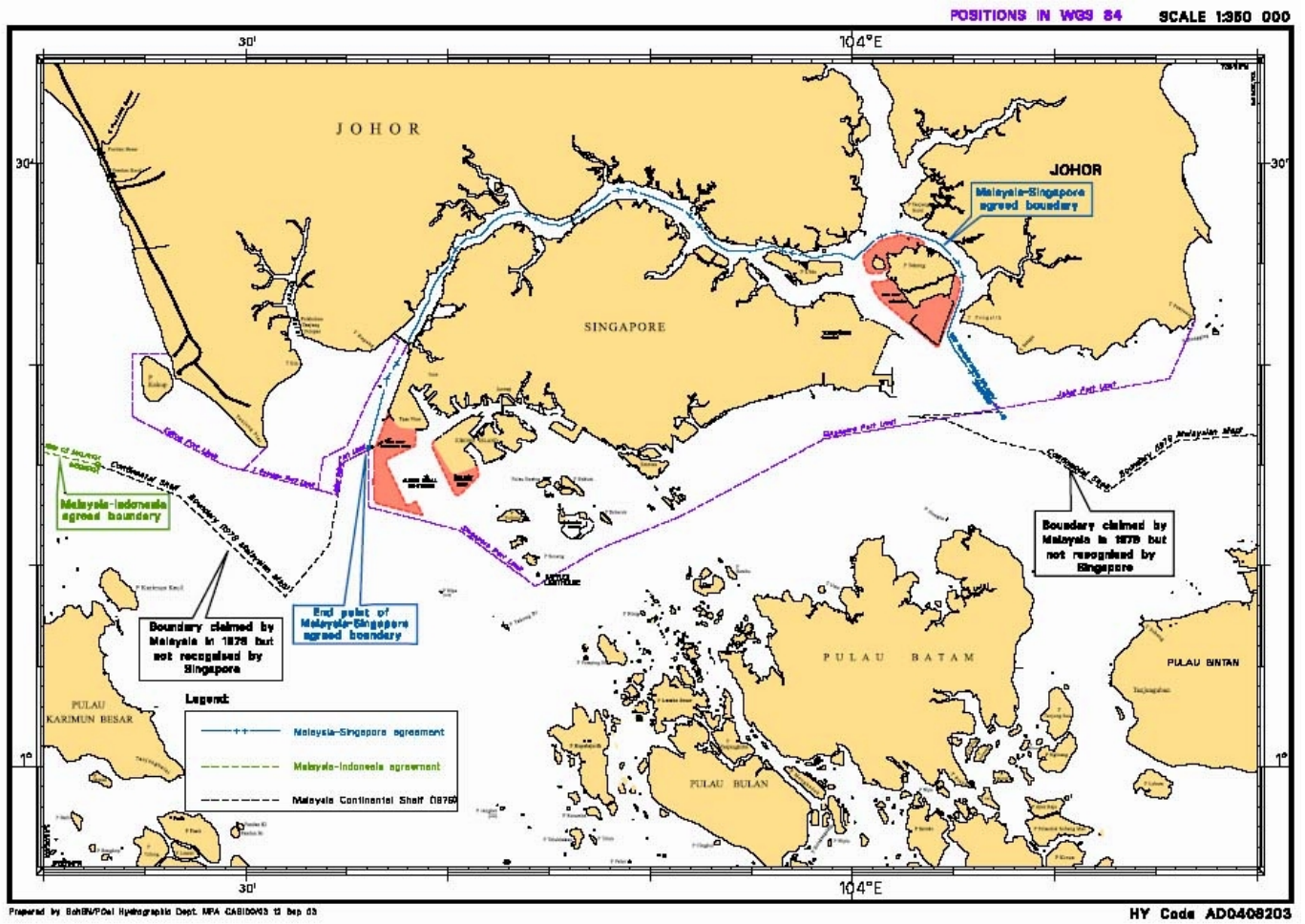
©2003 General Libraries - The University of Texas at Austin

(<http://www.lib.utexas.edu/maps/asia.html>)



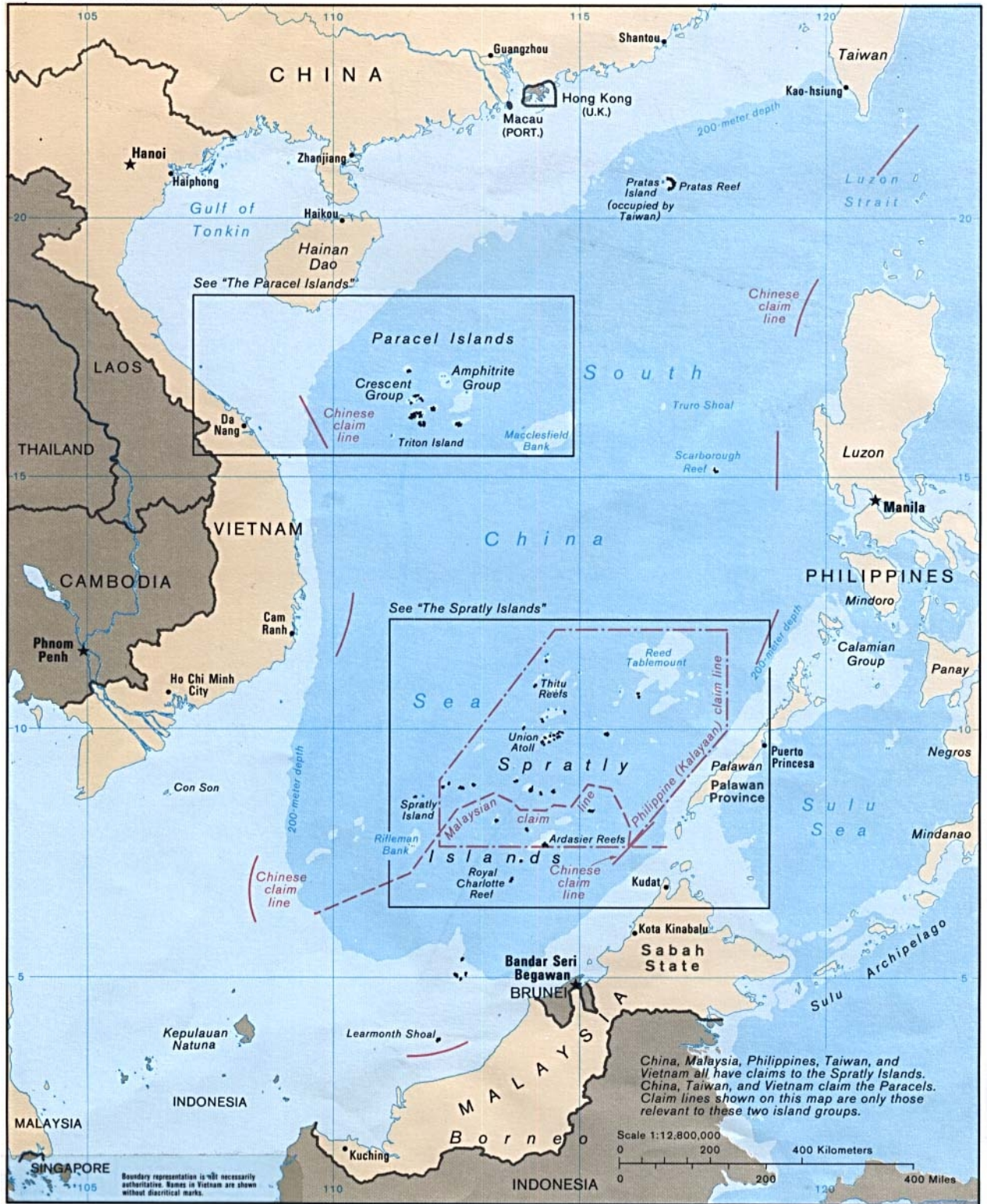
Carte 3 : Installations militaires singapouriennes

in T. Huxley, *Defending the lion city : the armed forces of Singapore*, 167



Carte 4 : Conflits territoriaux Malaisie-Singapour

South China Sea Islands



800921 (A06012) 9-88

Carte 5 : Revendications en mer de Chine (1)

©2003 General Libraries - The University of Texas at Austin

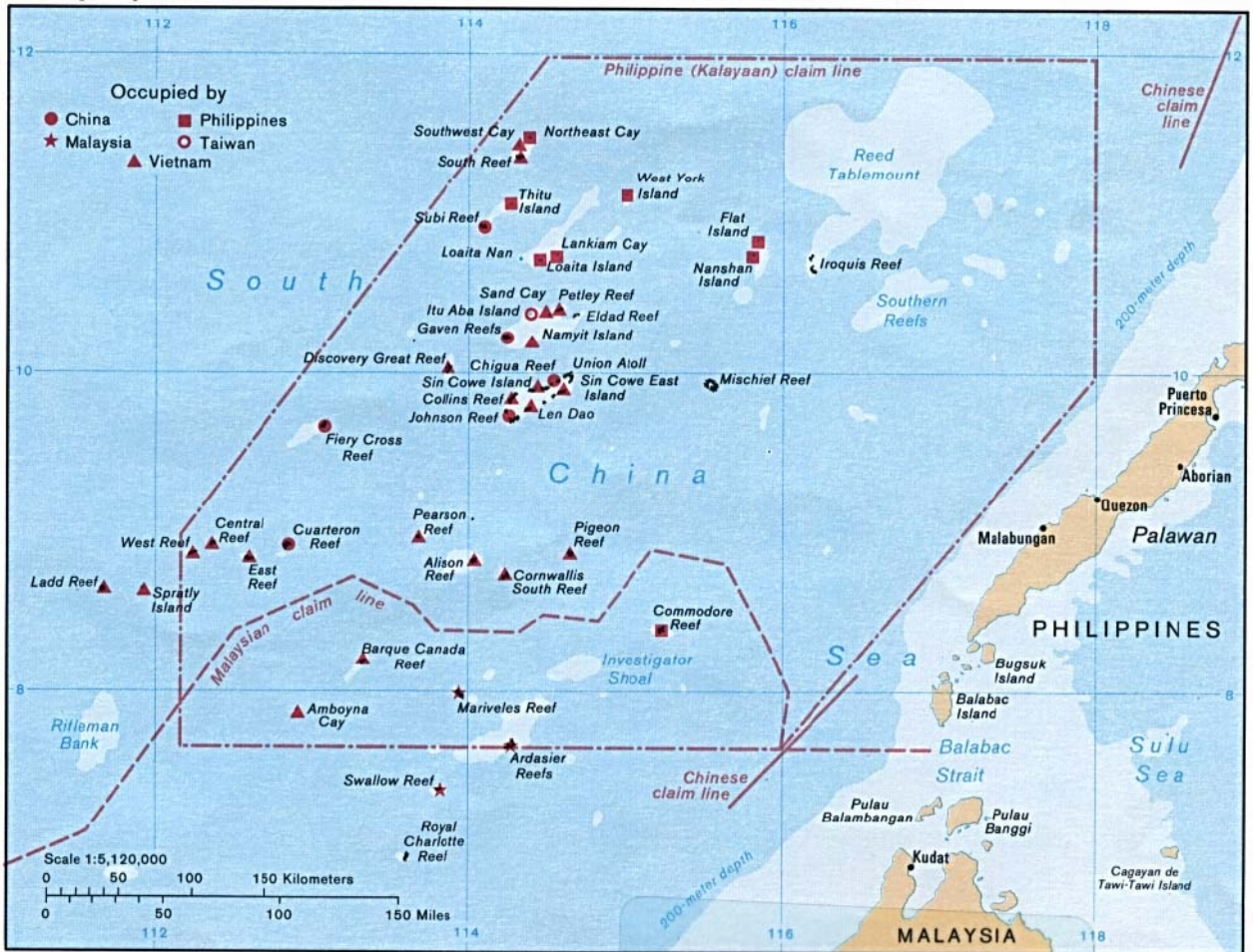
(<http://www.lib.utexas.edu/maps/asia.html>)

The Paracel Islands



800922 (A06013) 9-88

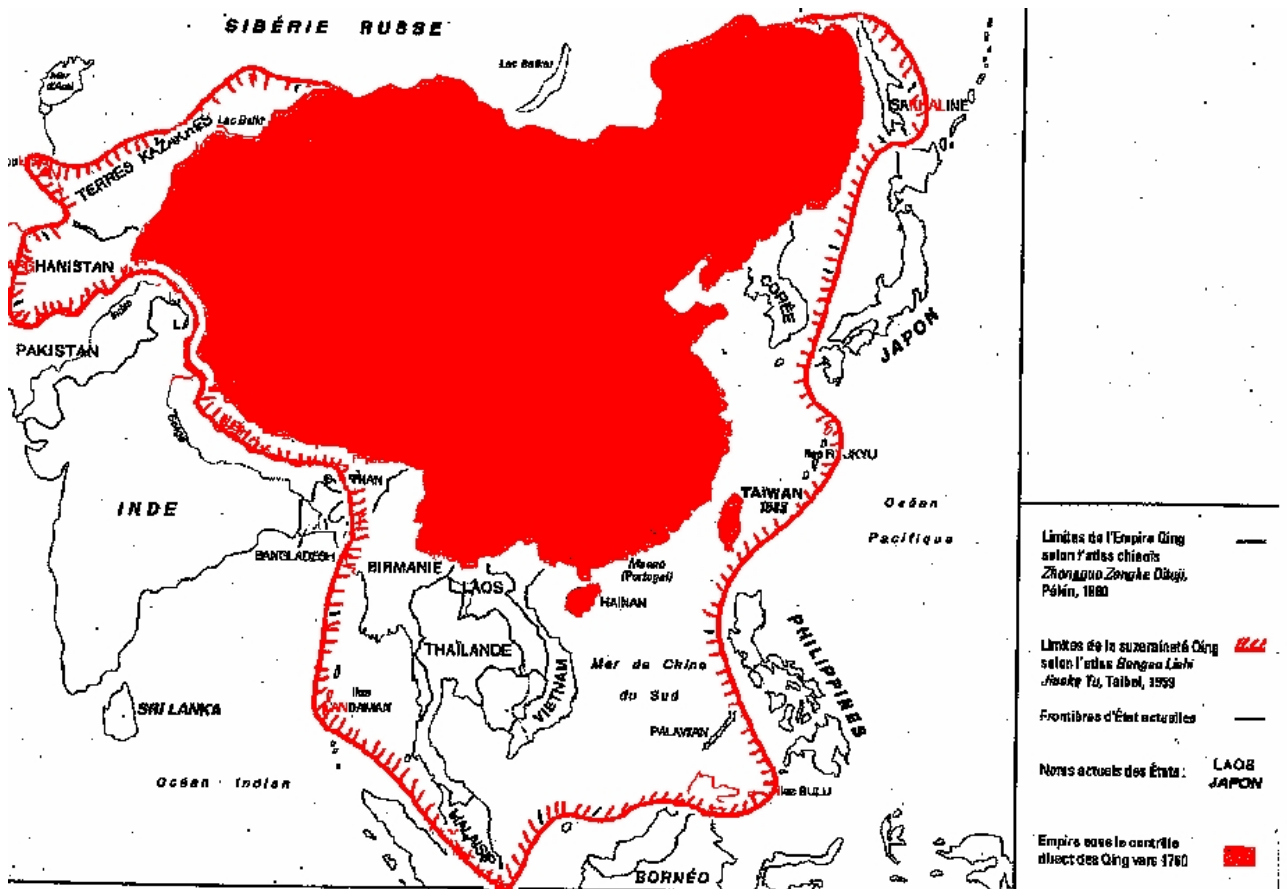
The Spratly Islands



800923 (A06014) 9-88

Carte 6 : Revendications en mer de Chine (2)

©2003 General Libraries - The University of Texas at Austin
<http://www.lib.utexas.edu/maps/asia.html>

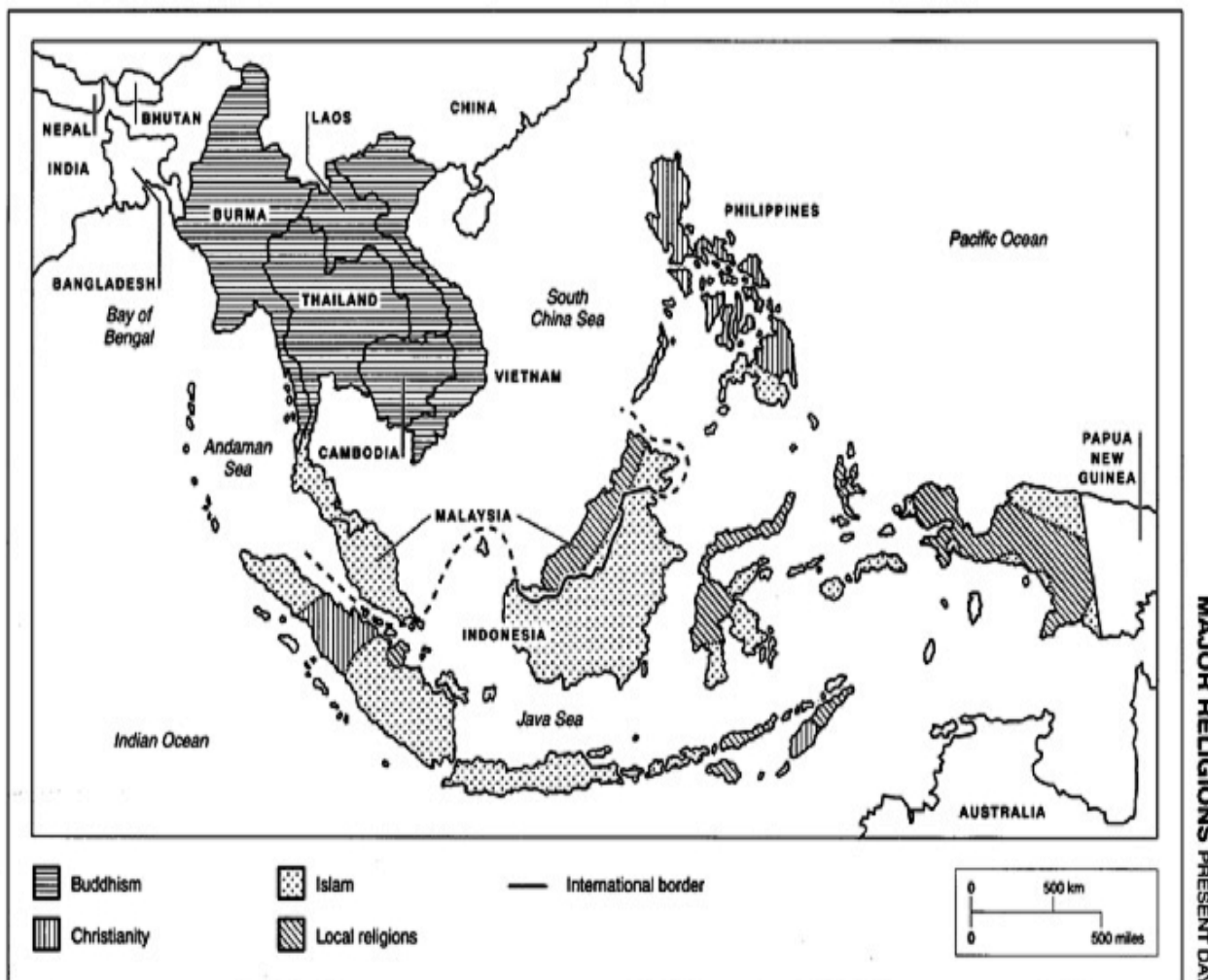


Carte 7 : L'empire Qing à son apogée (XVIIIème siècle)

in Atlas de l'Asie Orientale, Seuil



Carte 8 : L'islam dans le monde



MAJOR RELIGIONS PRESENT DAY

Carte 9 : Les religions en Asie du Sud-Est

© 1997-2004 Robert Y. Eng

(<http://newton.uor.edu/Departments&Programs/AsianStudiesDept/general-phil.html>)

ASIA

Total > 90 000 hommes

2 divisions

1 porte-avions

1 groupe amphibie

> 300 avions de combat



Carte 10 : La présence américaine en Asie Orientale

Annexe II : Tableaux

Year	Defence budget (\$\$m)	Actual defence spending (\$\$m)	Actual defence spending as %age total gov't spending	Actual defence spending %age G.
1966	42	36	6.8	1.1
1967	48	37	6.3	1
1968	64	65	12.1	2
1969-70	229	218	19.8	3.4
1970-71	259	257	21.2	4.4
1971-72	470	431	23.7	6.3
1972-73	573	493	30.6	5.9
1973-74	614	487	23.1	4.8
1974-76	631	524	21	4.2
1975-76	580	558	18.6	4.2
1976-77	718	670	23.2	4.6
1977-78	909	875	26.6	5.5
1978-79	854	845	27.1	5.9
1979-80	996	996	24.7	4.3
1980-81	1270	1267	26.2	5
1981-82	1493	1490	21.9	5.1
1982-83	1700	1608	23.1	4.9
1983-84	1988	1529	18.5	4.2
1984-85	2269	2103	23.1	5.3
1985-86	2411	2361	22.3	6.1
1986-87	2239	2152	18.8	5.5
1987-88	2354	2235	14.4	5.1
1988-89	2624	2481	21.2	4.3
1989-90	2916	2779	21.2	4.7
1990-91	3468	3338	23.5	4.9
1991-92	3700	3410	21.5	4.6
1992-93	4109	3793	23.9	4.7
1993-94	4335	3940	24.1	4.2
1994-95	4679	4227	20.1	3.9
1995-96	5627	5373	27.9	4.4
1996-97	5686	5873	21.4	4.5
1997-98	6121	6865	28.9	4.8
1998-99	7286	n.a	est. 31.4	est. 5.2
1999-2000	7300	n.a	est. 27.1	est. 5.1
2000-2001	7400	n.a	est. 25.5	est. 4.5

Tableau 1 : Budget de défense de Singapour

in T. Huxley, *Defending the lion city : the armed forces of Singapore*, 28

	Singapore	Malaysia	Indonesia
Population (millions)	3.2	22	220
%age Ethnic Chinese	77	27	3
Defence expenditure (US\$bn)			
1996	4.0	3.6	est. 4.7
1997	4.1	3.4	est. 4.8
Defence budget (US\$bn)			
1998	4.4	2.1	0.9
1999	4.2	2.3	1.5
2000	4.3	2.3	1.1
Conscription	2-2.5 yrs	None	None
Total armed forces	350 000 (incl. 275 000+ reservists)	145 000 (incl. 40 000 reservists)	700 000 (incl. 400 000 low-grade reservists)
Combat aircraft (locally-based)	120	65	65
Hardened air bases	Yes	No	No
Airborne early warning aircraft	4	0	0
In-flight refuelling aircraft	4	2	2
Main battle tanks	60	0	0
Light tanks	350	26	300
Other armoured fighting vehicles	1000	1200	630
Heavy artillery	108	12	5
Naval anti-ship missile launchers	120	72	76
Submarines	3	0	2

Tableau 2 : Comparaison des forces armées : Singapour, Malaisie, Indonésie
in T. Huxley, *Defending the lion city : the armed forces of Singapore*, 64

BIBLIOGRAPHIE

1. Livre en français

M. JAN, G. CHALIAND, J-P. RAGEAU,

Atlas de l'Asie Orientale,
Seuil, 1997

NIQUET, V.,

Les fondements de la stratégie chinoise,
Hautes études stratégiques, 1997

2. Livre en anglais

T HUXLEY,

Defending the Lion City : the armed forces of Singapore
Allen and Unwin, 2000

3. Essais et documents en français

FRANCK UMBACH,

Trend in the regional balance of power and potential hotspots
Bundeswehr office for studies and exercises, mars 2000

Military balance in the Asia-Pacific : trends and implications
ISIS-Malaysia, 2001

ASEAN and major powers : Japan and China – A changing balance of power ?
Perspectives of regional security cooperation in Asia-Pacific, 1998

RICHARD SOKOLSKY,

The role of Southeast Asia in U.S. strategy toward China,
2000

Collectif,

Rapport d'information fait au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan
à la suite d'une mission effectuée en Malaisie et à Singapour afin d'étudier l'évolution
des relations économiques et commerciales de ces pays avec la France

Sénat, n°248, 2001

BERNADETTE ISAAC-SIBILLE, députée,

Rapport au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par
le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République
Française et le gouvernement de la République de Singapour relatif à la coopération de
défense et au statut de leurs forces

Assemblée nationale, n°3567, 30/01/2002,

4. Essais et documents en anglais

Collectif,

The Jemaah Islamiyah arrests and the threat of terrorism, White paper,
Singapore parliament, 07/01/2003,

Collectif,

Case concerning land reclamation by Singapore in and around the straits of Johor :
request for provisional measures
International Tribunal for the law of the sea, 08/10/2003

Dr CARLYLE A. THAYER,

Force modernization in the ASEAN states
Washington University of St Louis, 1994

NHU-NGUYEN NGO,

China : challenges of the liberalisation
Economic Research / Country Risk, BNP Paribas, octobre 2003

DELPHINE CAVALIER,

Singapore : still the financial resources to re-engineer activity, but lack of compromise
on state economic policy
Economic Research / Country Risk, BNP Paribas, juin 2003

MUSHAHID ALI,

Impact of 9-11 on Malaysia and Singapore – One year after, septembre 2002
Asean-India strategic engagement : Singapore-India synergy, octobre 2003
Singapore's balancing diplomacy : Defence cooperation with USA, India, novembre 2003
Institute of defence and strategic studies, www.ntu.edu.sg/idss/Perspective

FREDERIC LASSERRE,

Le prochain siècle sera-t-il celui des guerres de l'eau?
Revue internationale et stratégique, 1999, n°33

5. Articles de presse et communiqués

Asia Features, www.asiafeatures.com

Malaisia, Singapore at odds over reclamation issues, 30/03/2002,

Asia Times, www.atimes.com/atimes

Singapore, India to ink economic pact, 14/11/2003

Bridge Singapore, www.bridgesingapore.com

Singapore-India ties to be further improved with new economic agreement, 09/04/2001

Channelnews Asia, www.channelnewsasia.com

DPM Lee says he is upbeat about closer Singapore-India ties, 11/01/2004

Air agreement key to India-Singapore business ties : Yeo Cheow Tong, 18/12/2003

Singapore, India to expand Bangalore technology park, 13/01/2004

Chinagate, www.chinagate.com.cn
International cooperation

The chinese high school, <http://www.chs.edu.sg/>
Singapore water supply situation, 2003
Malaysia-Singapore : cheaper to buy water from Johor ; MB Tells, 21/01/99,

Institute for national strategic studies, <http://www.ndu.edu/inss/>
Asia-Pacific Region : murky future?, 1999

Ministry of foreign affairs of the Republic of China, www.fmprc.gov.cn
China and Singapore,

Ministry of trade and industry – Singapore, <http://www.mti.gov.sg/Public>
The water supply in Singapore

Ministry of Foreign Affairs - Singapore, www.mfa.gov.sg
People's Republic of China, Recent Bilateral highlights
The Order of the International Tribunal for the Law of the Sea (ITLOS) in the case concerning land reclamation by Singapore in and around the Straits of Johor (Malaysia v. Singapore), Provisional Measures

Ministry of defence - Singapore, www.mindef.gov.sg
SAF peacekeepers

Reporters sans frontières, <http://rsf.org>
Singapour - Rapport annuel 2002,

Singapore Window, www.singapore-window.org
Singapore terror group “had plan to bomb US warships”, 12/01/2002
Singapore borders worry neighbors, 28/04/2002,
Spat over reclamation issue joins a long list of tit-for-tats, 11/04/2002,
Terror link turns spotlight on Singapore ethnic divide », 20/01/2002
Signs of the transformation : ASEAN and post-cold war balance of power
(www6.plataor.jp/masak12/polsci/ir/asean-balance.html)

Yahoo news, <http://sg.news.yahoo.com>
Asean must unite against cross-border crimes, terrorism : Singapore, janvier 2004

TABLE DES MATIERES

0.	INTRODUCTION.....	3
1.	UN ETAT VULNERABLE ET MENACE	4
1.1.	SINGAPOUR : CITE-ETAT ET ILOT CHINOIS DANS UN OCEAN MALAIS.....	4
	Singapour Aujourd'hui.....	4
	Une histoire singulière	5
	L'absence de profondeur stratégique.....	6
	Un îlot chinois dans un océan malais.....	6
1.2.	DE FORTES DEPENDANCES STRUCTURELLES.....	7
	L'eau et la nourriture.....	7
	Les hydrocarbures	8
	Un état enclavé	8
	Une économie vulnérable	9
1.3.	UN PASSIF ENCORE TENACE AVEC LA MALAISIE.....	10
	Le passif historique et la question ethnique.....	10
	La rivalité économique.....	10
	Les revendications territoriales	10
	Une amplification récente des tensions.....	12
2.	UNE POLITIQUE DE DEFENSE SINGULIERE	13
2.1.	LE CONCEPT DE DEFENSE TOTALE	13
	La politique de défense de Singapour.....	13
	Le volet diplomatique.....	13
	La défense totale	14
	La défense militaire.....	15
2.2.	UNE PUISSANCE MILITAIRE SIGNIFICATIVE DANS LA REGION.....	15
	Les forces armées singapouriennes.....	15
	Les forces armées des pays de l'ASEAN.....	16
3.	UN CONTEXTE INCERTAIN ET EN EVOLUTION	17
3.1.	SITUATION INTERNE : EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE ET PERENNITE DU REGIME.....	17
	Démographie : vieillissement et évolution de la composition de la population.....	17
	Un modèle de régime durable ?.....	18
3.2.	CONTEXTE REGIONAL : L'ECHEC RELATIF DE L'ASEAN ET L'INFLUENCE DES GRANDES PUISSANCES	19
	L'ASEAN et ses limites.....	20
	L'influence chinoise et les relations sino-singapouriennes	21
	L'Inde, un nouveau partenaire.....	24
3.3.	L'ISLAMISME ET LES MENACES TERRORISTES.....	27
	La place de l'islam en Asie du Sud-Est	27
	La montée de l'islamisme dans la région	28
	Les menaces terroristes	28
	Singapour : une cible facile ?	30
	Une coopération au sein de l'ASEAN ?.....	30
4.	L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE DE DEFENSE.....	31
4.1.	S'ADOSSE A UNE GRANDE PUISSANCE.....	31
4.2.	LES ETATS-UNIS, GARANTS DE LA SOUVERAINETE DU PAYS	32
4.3.	LA CHINE, SEULE ALTERNATIVE AUX ETATS-UNIS.....	33
5.	CONCLUSION	35

ANNEXES	36
ANNEXE I : CARTES.....	37
Carte 1 : Singapour en Asie du Sud-Est.....	37
Cartes 2 et 2bis : Singapour	38
Carte 3 : Installation militaires singapouriennes	39
Carte 4 : Conflits territoriaux Malaisie-Singapour.....	40
Carte 5 : Revendications en mer de Chine (1).....	41
Carte 6 : Revendications en mer de Chine (2).....	42
Carte 7 : L'empire Qing à son apogée (XVIIIème siècle)	43
Carte 8 : L'islam dans le monde.....	44
Carte 9 : Les religions en Asie du Sud-Est	45
Carte 10 : La présence américaine en Asie Orientale.....	46
ANNEXE II : TABLEAUX.....	47
Tableau 1 : Budget de défense de Singapour.....	47
Tableau 2 : Comparaison des forces armées : Singapour, Malaisie, Indonésie	48
BIBLIOGRAPHIE	49
NOTES	54

NOTES

-
- ¹ Singapore - The world factbook - <http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/sn.html>
- ² cf cartes 1 et 2
- ³ Singapore - The world factbook - <http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/sn.html>
- ⁴ Singapour - <http://www.populationdata.net/singapour.html>
- ⁵ cf. carte 3
- ⁶ United Malays National Organization
- ⁷ « Malay-Chinese Violence in Singapore 1964 » – www.onwar.com/aced/data/sierra/singapore1964.htm
- ⁸ « Agri-business cooperation between Riau and Singapore » cité par The water supply in Singapore – Public Forum - - http://www.mti.gov.sg/public/PDF/CMT/NWS_Annex.pdf
- ⁹ « Malaysia-Singapore : cheaper to buy water from Johor ; MB Tells », Straits Times, 21/01/99, <http://www.chs.edu.sg/~hana/samples/watersupply/article%204.html>
- ¹⁰ Singapour aurait d'ailleurs des plans de guerre contre la Malaisie prévoyant la pénétration du territoire malaisien sur plus de 80 km, garantissant ces approvisionnements en eau : Frédéric Lasserre, « Le prochain siècle sera-t-il celui des guerres de l'eau? », Revue internationale et stratégique, 1999, n°33
- ¹¹ « Water is a scarce commodity in Singapore. We have to curb the upward trend in consumption of water, and make its prudent use an ingrained habit. If not, we will be short of water in 15 to 20 years' time. We have to take water conservation measures now to slow down its increasing demand. » Prime Minister Goh Chok Tong, cité par http://www.chs.edu.sg/~hana/samples/watersupply/water_supply_in_singapore.htm
- ¹² Public Utilities Board – The water authority in Singapore, <http://www.pub.gov.sg/mainpage.htm>
- ¹³ « Malaysia-Singapore : cheaper to buy water from Johor ; MB Tells », Straits Times, 21/01/99, <http://www.chs.edu.sg/~hana/samples/watersupply>
- ¹⁴ Singapore, The world factbook : <http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/sn.html>
- ¹⁵ « Malaysia-Singapore : cheaper to buy water from Johor ; MB Tells », Straits Times, 21/01/99, <http://www.chs.edu.sg/~hana/samples/watersupply>
- ¹⁶ Oman, http://www.exxon.com/Oman/e_ec.html
- ¹⁷ les îles dispersées au sud de l'île principale sont maintenant utilisées pour l'accostage des navires ; de très vastes et très modernes zones industrielles ont été établies tout le long des côtes méridionales de l'île, et celle de Jurong est souvent citée en exemple en raison de la rationalité de sa conception
- ¹⁸ « Singapore », Economic Research / Country Risk (publication interne BNP Paribas), 16 juin 2003
- ¹⁹ HUXLEY, T., « Defending the lion city », Strategic Studies / Asian Studies, 2000, 31
- ²⁰ People's Action Party
- ²¹ cf. carte 4
- ²² ce qui lui ferait perdre son attractivité : il serait aujourd'hui moins cher de 30% : Singapore borders worry neighbors, Associated Press, 28/04/2002, www.singapore-window.org
- ²³ Case concerning land reclamation by Singapore in and around the straits of Johor – request for provisional measures, 8/10/2003
- ²⁴ source : Ministère des affaires étrangères de Singapour – www.mfa.gov.sg/reclamation/order.htm
- ²⁵ « We hope Singapore co-operates. If they act as they wish, we will also act as we wish », Mahathir Mohaham, Premier ministre de Malaisie, cité par Asia Features dans « Malaisia, Singapore at odds over reclamation issues », 30/03/2002, www.asiafeatures.com/current_affairs/
- ²⁶ On pourrait aussi citer les contestations persistantes de souveraineté sur le phare de Pedra Branca, à l'embouchure du détroit de Malacca.
- ²⁷ Spat over reclamation issue joins a long list of tit-for-tats, 11/04/2002, www.singapore-window.org
- ²⁸ Survival, Security and Success
- ²⁹ « Les deux piliers de la politique de défense de Singapour sont la diplomatie et la dissuasion » (Ministère de la défense de la république de Singapour, cité par HUXLEY, T., « Defending the lion city », Strategic Studies / Asian Studies, 2000, 24
- ³⁰ Association of South East Asian Nations
- ³¹ L'ASEAN Regional Forum (ARF) qui s'est tenu pour la première fois en juillet 1994 à Bangkok a été créé pour permettre un dialogue multilatéral sur les questions de sécurité de la région Asie-Pacifique. Il réunit annuellement 22 ministres des affaires étrangères et englobe, en plus des pays de l'ASEAN, toutes les grandes puissances de la zone (USA, Chine, Japon, Russie, Corée du sud et Australie).
- ³² Asia-Pacific Economic Cooperation forum
- ³³ Asia-Europe Meeting
- ³⁴ Ministère de la Défense de la République de Singapour, www.mindef.gov.sg
- ³⁵ à travers le FPDA : Five Power Defence Arrangements
- ³⁶ cf. tableau 1

³⁷ source : Nationmaster

³⁸ les informations précises sur les équipements des forces armées singapouriennes sont extraites de : HUXLEY, T., « Defending the lion city », *Strategic Studies / Asian Studies*, 2000, 122 - 171

³⁹ dont deux escadrons de F-16, 3 escadrons de F-5E et 3 escadrons de A-4 Super Skyhawk modernisés

⁴⁰ offertes par les 4 E-2C Hawkeye, les 8 avions de patrouille maritime et les drones MALAT vendus par Israël

⁴¹ opérant 6 corvettes lance missiles, 6 patrouilleurs lance-missiles et 6 bâtiments de patrouille maritime et de lutte anti-sous-marin armés de missiles Harpoon, Barak, Mistral et de torpilles Whitehead

⁴² quatre sous-marins de type 1-12 achetés à la Suède

⁴³ dont plus de soixante chars de bataille dont des chars Centurion britanniques et indiens et une centaine de pièces d'artillerie

⁴⁴ Singapour utilise les infrastructures militaires de nombreux pays : Australie, Israël, Thaïlande, Taiwan, Brunei, USA, France... Plus d'un quart des forces aériennes sont ainsi loin du territoire national.

⁴⁵ grâce aux quatorze frégates modernes, cinq corvettes équipées de missiles Harpoon et plus de 80 navires de patrouille côtière, mais surtout notamment depuis l'entrée en service en 1997 du porte-aéronefs, « Chakri Nareubet », de type « Prince of Asturias » et disposant de 8 AV-8S et 6 Seahawk

⁴⁶ avec près de 95 avions de combat (MIG-29N, F/A-18D, HAWK et F-5E), dont certains ravitaillables en vol ; 40 frégates, patrouilleurs et navires côtiers armés avec des missiles mer-mer Seawolf et Exocet ; une force de déploiement rapide et 3 bataillons aéromobiles supportés par une combinaison de C-130 et de navires amphibie

⁴⁷ cf. tableau 2

⁴⁸ En cela, il est très inspiré du bouddhisme et des autres philosophies asiatiques : intérêt général avant intérêt particulier, obéissance et consensus...

⁴⁹ 91 exécutions par pendaison ont eu lieu en 2000 in Rapport de l'assemblée nationale n°3567 du 30 janvier 2002, Mme Bernadette ISAAC-SIBILLE, députée, <http://www.assemblee-nat.fr/rapports/r3567.asp>

⁵⁰ En réponse aux questions parlementaires posées lors de l'examen du projet de loi, Lee Yock Suan, ministre de l'information et des arts a ainsi déclaré : « Notre politique nous appartient à nous seuls, les étrangers n'ont pas à s'immiscer et à nous dire ce qui est bon pour Singapour », cité par Reporters sans Frontière, « Singapour - Rapport annuel 2002 », <http://rsf.org>

⁵¹ cf. carte 10

⁵² on peut notamment citer : accès de Singapour aux installations d'entraînement de Brunei et d'Indonésie à Sumatra ; exercices naval Singapour-Indonésie ; exercices communs Philippines-Malaisie, Thaïlande-Malaisie, Indonésie-Malaisie, Thaïlande-Singapour aux Philippines, Singapour-Malaisie (sous l'égide du FPDA)

⁵³ Fondé par la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande en 1967, il s'est progressivement élargi à Brunei (1984), au Vietnam (1995), au Laos et à la Birmanie-Myanmar (1997) et enfin au Cambodge (1999)

⁵⁴ Depuis sa création en 1967, l'ASEAN a perçu la Chine avec appréhension, de peur de l'accession au pouvoir en Indochine de régimes communistes supportés par la Chine. On peut même dire que cette peur a été à l'origine de la création de l'ASEAN et des efforts qui ont suivi pour étendre la coopération régionale en matière de sécurité. Les relations des pays avec la Chine ont suivi 3 phases : à une période d'hostilité marquée (compte tenu du support aux mouvements communistes et des relations entre Pékin et les communautés chinoises : implication de la Chine dans le coup d'état de 1965 en Indonésie et l'insurrection communiste en Malaisie) a succédé une phase de détente dans les années 80 (commerce croissant et investissements encouragés par les réformes économiques chinoises, rôle déclinant de l'idéologie dans le discours politique chinois : la Chine est alors perçue comme un contrepoids au Vietnam en Asie du Sud-Est), et depuis la fin des années 1980 une attitude ambivalente liée à la prise de conscience du fait que la Chine va devenir la prochaine grande puissance en Asie orientale. La Chine a tiré parti de la crise économique pour établir de meilleures relations avec les pays historiquement méfiants à son égard, alors que certains pays s'inquiètent des intentions chinoises en Asie du Sud-Est. Ces dissensions sont néanmoins effacées par la volonté du consensus de l'association.

⁵⁵ Les fondateurs s'étaient d'ailleurs déjà à l'époque fixés des objectifs modestes, considérant peut être les obstacles formidables jusqu'à une réelle coopération multilatérale de sécurité. Contrairement à l'OSCE, ce n'est ni un processus de négociation ni une organisation de sécurité collective. Son objectif est d'améliorer le climat des relations internationales dans un but d'efficacité ultérieure du traitement des problèmes bi ou multilatéraux. (« promotion of confidence building, development of preventive diplomacy, elaboration of approaches to conflict resolution »). Utilisant le mode du consensus, sans vote, il est essentiellement consultatif.

⁵⁶ Le fossé entre les capacités militaires des pays de l'ASEAN et de la Chine devrait aller croissant au cours de la prochaine décennie. A court terme, la crise économique a eu pour effet de réduire les chances d'une coopération militaire renforcée entre les états membres et la capacité de certains de ces états à développer une capacité de dissuasion conventionnelle crédible contre des agressions extérieures. La dislocation sociale et économique qui a succédé à la crise ont fait détourner l'attention des gouvernements et des forces armées vers les menaces portées sur la sécurité intérieure.

⁵⁷ NIQUET, V., *Les fondements de la stratégie chinoise*, Hautes études stratégiques, 1997 :70.

⁵⁸ République populaire de Chine

⁵⁹ cf cartes 5 et 6

⁶⁰ cf. carte 7

⁶¹ China and Singapore, www.fmprc.gov.cn

⁶² International cooperation, www.chinagate.com.cn/english/

⁶³ « During the cold war period India was regarded by the ASEAN countries as politically suspect, economically unimportant and at times even militarily threatening. », analyste indien cité par l'Institut des études stratégiques et de défense de Singapour, « Singapore's Balancing Diplomacy : Defence Cooperation with USA, India », www.ntu.edu.sg/idss/Perspective/

⁶⁴ « Singapore », Economic Research / Country Risk (publication interne BNP Paribas), 16 juin 2003

⁶⁵ « Singapore, India to ink economic pact », Asia Times Online, 14/11/2003, www.atimes.com/atimes/South_Asia/

⁶⁶ « Air agreement key to India - Singapore business ties », www.channelnewsasia.com/stories/economicnews/view

⁶⁷ Initiative lancée en 1992 à l'occasion de la visite du premier ministre de Singapour Goh Chok Tong en Inde, le parc technologique regroupe aujourd'hui plus d'une centaine de sociétés singapouriennes employant douze mille personnes.

⁶⁸ « It reflects our strong mutual commitment to foster trade, commercial, people and cultural exchanges. It represent a concrete symbol of our larger concerted efforts to strengthen our bilateral partnership – to promote technology – driven industries, and prosper together », cité par Irene ANG, « Singapore, India to expand Bangalore technology park », 13/01/2004, www.channelnewsasia.com/stories/economicnews/view/

⁶⁹ cité dans « Singapore-India ties to be further improved with new economic agreement », Bridge Singapore, 9/04/2003, www.bridgeingapore.com

⁷⁰ « Asean-India Strategic Engagement: Singapore-India Synergy », MUSHAHID Ali et MANJETT S. Pardesi, oct. 2003, www.ntu.edu.sg/idss/perspective/

⁷¹ « DPM Lee says he is upbeat about closer Singapore-India ties », 11/01/2004, www.channelnewsasia.com/stories/singaporelocalnews/view/

⁷² cf. cartes 8 et 9

⁷³ A l'instar des croates et des serbes en ex-yougoslavie, les malais ont fortement coopéré avec l'occupant japonais alors que les chinois ont mené des actions de résistances soutenues par le colonisateur britannique.

⁷⁴ En 2001 en Malaisie, arrestation de leaders du PAS et d'une quinzaine de membres accusés d'attentats contre des édifices religieux. En 2002, vagues d'arrestations en Malaisie, aux Philippines et en Indonésie de membres du Jemaah Islamiyah et du Laskar Jihad.

⁷⁵ « The Jemaah Islamiyah arrests and the threat of terrorism », White paper, 7/01/2003, <http://www.channelnewsasia.com/cna/arrests/>

⁷⁶ « Asean must unite against cross-border crimes, terrorism : Singapore », janv. 2004, <http://sg.news.yahoo.com>

⁷⁷ « whatever the material progress of the Malays, the perception of inferiority remains, [which could cause] a degree of resentment », Syed Farid ALATAS (professeur de sociologie à l'Université Nationale de Singapour), cité dans « Terror link turns spotlight on Singapore ethnic divide », Singapore Window, 20/01/2002 – www.singapore-window.org/

⁷⁸ le commandement Pacifique (PACOM), après une phase de retrait avec la fermeture des bases américaines au Philippines (Subic Bay en particulier), déploie à nouveau des forces en Asie du Sud-Est (Thaïlande, Philippines)

⁷⁹ Cette proposition suscita à l'époque un regain de tensions entre les deux pays, la sensibilité et la fierté malaisienne ayant été interpellées. En effet, le dirigeant singapourien avait aussi évoqué le fait que la Malaisie devait au préalable réunir certaines conditions.

⁸⁰ Singapour accueille maintenant le groupe logistique du pacifique occidental de l'US NAVY, anciennement à Subic Bay dans les Philippines et le 497th escadron d'entraînement au combat de l'USAF. Elle construit par ailleurs les infrastructures nécessaires pour accueillir les groupes aéronavals américains de passage.